

Tribune

PSU

LARZAC

JUSQU'À LA

LIBÉRATION

UNION RÉGIONALE

PROVENCE

UR L'AN

F.D.T. MIDI

EDAPE de

UNION LOT

COGNELL

SOCIALISME

UNION

CHINEY

D'ORLANS

MONNELLE

AUX

DUP

FA

CONGLI

Socialiste

1000000!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Philippe
Brachet - Michel Camouis - Robert Cha-
puis - Irène Charamande - Françoise
Claire - Hector Coiron - André Laude -
Alain Rannou.

Photos : A.P. (4-5) - Fotolib : Marc
Semo : (6) - P. Lebrun : (1 - 6 - 7 - 8 -
9) D.R. (4 - 9).

Dessin : Barou : (4 - 8 - 9 - 10) - Brice :
(12) - Penike (4).

Publicité : Régie-Information, tél. 770.
40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 21.000 ex.

7 JOURS DANS T.S.



■ Il y a deux France. Celle de Pom-
pidou et celle de Lip. Celle de la
salle des fêtes de l'Elysée et celle de
la place Battant, à Besançon. Celle
qui possède et celle qui travaille.
A l'affligeant spectacle de la confé-
rence de presse du président de la
République répondait, cette semaine,
l'extraordinaire démonstration popu-
laire autour des Lip à Besançon. Aux
palinodies pompidoliennes, le chant
des marcheurs du 29 septembre. Jus-
qu'à quand cette cassure, de plus en
plus profonde, de plus en plus mar-
quée ? La marche sur Besançon allait
au delà du simple soutien à des tra-
vailleurs en lutte. Elle posait effecti-
vement la question : jusqu'à quand ?
Et laissait percevoir la réponse : ça
ne peut plus durer encore bien long-
temps... (p. 6-7.)

navires français devaient embarquer
des armes françaises destinées à Pi-
nochet et à sa clique, on se dit qu'il
y a sûrement quelque chose de
concret à faire... (voir le communiqué
du BN, p. 4.)

A Santiago, la démocratie - chré-
tienne commence à pleurnicher sur le
thème du « on n'avait pas voulu ça ».
Gérard Borel explique comment ces
tartuffes, dans la bonne tradition du
sabre et du goupillon, sont, en fait,
plus que les complices, les véritables
responsables du bain de sang actuel.

■ Lip, Chili, le combat continue. Nous,
à « TS », on continue, avec nos

moyens dérisoires, à essayer de faire
un journal militant. On a conscience
de ne pas toujours y parvenir. Der-
rière les insuffisances de ce numéro
se cachent de réelles difficultés, ma-
térielles notamment. Et cela, au mo-
ment où le PSU multiplie les initia-
tives et les interventions, au moment
où les idées et les thèmes qu'il dé-
fend connaissent une incontestable
avancée. Beaucoup de tâches et trop
peu d'hommes. Beaucoup d'efforts et
trop peu d'argent. Il faut, très vite, des
abonnements nouveaux, par centaines.
Chaque militant, chaque section doi-
vent s'y mettre dès cette semaine.
Bon courage.

B. L. ■

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi
avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec
la codification postale.

■ Au Chili, la résistance s'organise.
Les informations sont rares, mais le
peu qui filtre indique que les assas-
sins n'auront pas la partie facile et que
le peuple chilien n'est pas prêt à leur
lécher les bottes. La solidarité inter-
nationale s'organise elle aussi. Lors-
qu'on sait que, le 3 octobre, au Havre,
les 13 et 14 octobre à La Pallice, des

Le "Monde" et le CLAS

« Le Monde » sait aussi commettre des
bévues. L'une de ses dernières, con-
cernant le PSU, est assez monumen-
tale. Robert Chapuis a réagi, le 26 sep-
tembre, par une lettre dont voici le
texte.

« C'est avec la plus grande sur-
prise que nous avons appris par
Le Monde du 25 septembre, que
« le PSU envisage de se fonder
dans le Comité CLAS ». Il est évi-
demment absurde de penser que
notre organisation, bâtie sur des
assises sociales et nationales lar-
ges et profondes, peut se transfor-
mer en quelque fédération de
groupes et comités ! Le CLAS, que
nous avons contribué à fonder avec
l'AMR, les CIC et Objectif Socia-
liste, a vu s'associer à lui plusieurs
autres groupements qui ne sont
pas directement politiques : sur
cette base et probablement par un
dépassement de la formule actuel-
le, le CLAS est appelé à se trans-
former en un vaste mouvement au-
togestionnaire : c'est le travail de

ces prochaines années qui permet-
tra de savoir s'il y a là de nouvel-
les bases d'organisation. Dans
l'étape actuelle, les militants du
PSU vont être appelés à réfléchir
lors de la préparation de notre
Conseil National de fin novembre
sur plusieurs rapports et notam-
ment sur un projet de déclaration
concernant la construction de la
force politique nécessaire à la lutte
pour le socialisme autogestionnai-
re, et un projet de texte adressé à
nos premiers partenaires du CLAS
(AMR-CIC-OS) qui inviterait leurs
militants à rejoindre un PSU bien
décidé à renforcer son action et
son audience, au profit du courant
autogestionnaire.

Au demeurant, vous recevrez
prochainement — outre les diver-
ses déclarations votées lors de cet-
te D.P.N. — les rapports proposés
au débat des militants et pourrez
ainsi fonder votre information sur
les textes eux-mêmes ».

Robert CHAPUIS ■

LA LIBRAIRIE T.S.

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h
VOUS PROPOSE

Liste n° 12	
LES PARTIS DEVANT L'ECOLE	
Ass. des Journalistes Universitaires	18,00
GUIDE DU MILITANT	
Denis Langlois	20,00
16 FUSILLES A MOSCOU	
LETTRES INEDITES	
Victor Serge	16,00
HIERARCHIE DES SALAIRES ET LUTTES DE CLASSES	
P. Ranval	9,00
LIBERONS L'AVORTEMENT	
Comité pour la liberté de l'avortement	6,00
STOP OU L'AUTOMOBILE EN QUESTION	
J. Fabre et H. Michael	20,00
LE METIER DE MILITANT	
D. Mothé	6,00
LE SERVICE MILITAIRE AU SERVICE DE QUI ?	
D. Pennac	16,00
	Prix réel 110,00

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - 75015 PARIS
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de
travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMEE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)
Adresse complète : Rue

Ville No
No département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU PSU ».

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - CCP Paris 5826-65

CALENDRIER

● Un week-end étudiants/lycéens
de la région parisienne se tiendra
le samedi 20 octobre à partir de
14 heures, et dimanche 21, jusqu'à
17 heures, à Poissy, au CLAJ.

Ordre du jour : nature de l'école,
bilan des luttes du printemps, orga-
nisation.

Renseignements et inscriptions :
Secteur Ecole Parisien, 9, rue Bor-
romée, 75015 Paris.

Vendredi 12 octobre - 20 h 30
à Créteil, gymnase A. Laplace
(Mont Mesly) : meeting débat :
« Lip, Lip, Lip... contrôle ouvrier »
avec la participation de travailleurs
de Lip.

« Ça travaille, ça travaille et ça
ferme sa gueule. »

Le lundi 8 octobre, sera donnée
en français, au théâtre Mouffetard,
une pièce écrite par des travailleurs
immigrés et jouée par un groupe
de travailleurs immigrés et fran-
çais. Le titre en est « Ça travaille,
ça travaille et ça ferme sa gueule ».
Cette pièce a déjà été jouée à Lip
lors de la fête de solidarité et au
rassemblement du Larzac, chaque
fois avec un grand succès.

Tous au théâtre Mouffetard (rue
Mouffetard, Paris 5^e), métro Mon-
ge.

● Vendredi 5 octobre, 20 h 30, à
Moyeuville-Grande (57250), hôtel de
ville : débat avec Charles Piaget orga-
nisé par la section sidérurgie-vallée de
l'Orne du PSU.

● Jeudi 11 octobre, 19 h 15, sur radio
Monte-Carlo : débat Michel Rocard-
Alexandre Sanguinetti : « Le passage
pacifique au socialisme est-il possible
en France ? »

● Samedi 13 octobre, soirée-débat :
« L'Aquitaine n'est pas à vendre. »
20 h 30 : salle de la Glacière, à Méri-
gnac, avec les chanteurs occitans :
Marti, Delbeau, Toni, des organisations
syndicales et politiques (PSU, PC, PS).

● La semaine prochaine,
numéro spécial « TS »
consacré au Conseil natio-
nal. Des textes importants
pour les militants comme
pour les sympathisants du
PSU.

Passez vos commandes!

pari gagné

LES travailleurs de Lip étaient allés vers les autres : ceux-ci accepteraient-ils de leur rendre la pareille ? Viendraient-ils à Besançon soutenir leur lutte au moment où la négociation est enclenchée ? Le pari en fut tenu. Il est gagné !

La marche sur Besançon, le 29 septembre, fut à la hauteur de la bataille des Lip : de partout, de la Bretagne aux Pyrénées, militants syndicaux et politiques, jeunes des lycées ou des facs et jeunes travailleurs des usines ou des campagnes, ouvrières et ouvriers en lutte, (à Romans, Noguères, Cerizay, Dôle, ...) et puis tous ceux des ateliers ou des bureaux qui mènent au travers de Lip un combat qu'ils ne peuvent pas toujours conduire avec autant de vigueur sur leur propre terrain, ils sont venus en masse.

le vent des grands bouleversements

Jamais, dans toute l'histoire ouvrière il n'y eut vers une ville de province un tel déplacement, avec une aussi forte détermination. Il s'agit là d'un événement historique : quel contraste avec les deux sketches qui l'encadraient, la conférence de presse de Pompidou et le deuxième tour des cantonales ! A Besançon, on sentait passer le vent des grands bouleversements historiques, quand les hommes retrouvent une raison de vivre et d'espérer au-delà des contraintes qu'ils subissent. Nous ne nous résignerons pas : tel est le sens du combat de Lip ; ce fut aussi le sens de la marche du 29 septembre.

Ce n'est certes pas la première grande manifestation de masse du mouvement ouvrier et il y en eut d'autres aussi importantes à Paris cette année même avec les lycéens, ou même plus importantes en 1972 pour l'enterrement de Pierre Overney. Mais les circonstances avaient donné à la marche du 29 un caractère beaucoup plus militant : les difficultés du transport, le moment et le lieu choisis, les formes d'organisation, etc. restreignaient la participation. Ce furent bien cent mille militants qui défilèrent de Châteaufarine à Besançon en criant : « Tous, tout pour la victoire des Lip » ; « A Lip comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs » ; « Mai 68, Lip 73, le pouvoir aux travailleurs ». Ou encore, avec une ironie qui menace : « Giraud, nous voilà, s'il le faut on reviendra ».

Il est certain que cette marche continuera à durcir le conflit : si le gouvernement ne cède pas (car c'est bien lui qui, au service du patronat, met tous les freins à la possibilité d'un accord), l'épreuve de force passera à un degré supérieur, à Besançon, mais aussi partout ail-

leurs dans le pays. Il est trop tôt pour juger des effets. Néanmoins, il est possible de faire dès maintenant un certain nombre de constatations :

1. - C'est la première fois que dans une manifestation, la C.F.D.T. mobilise davantage que la C.G.T., réussissant ainsi à caractériser le mouvement par ses propres mots d'ordre. L'événement vaut d'autant plus d'être noté que la confédération s'était engagée avec quelques réticences et sans grand enthousiasme. Ce sont les militants dans les régions, les U.D. et les U.L. comme dans leurs fédérations, qui ont préparé la marche, en parlant souvent de leurs propres luttes, accélérant ainsi une prise de conscience dont on verra les effets prochainement dans de nombreux secteurs. Il y a là une belle leçon de démocratie ouvrière, qui justifie la stratégie du développement des luttes à la base.

2. - Les partis du « programme commun » avaient boudé la manifestation : son succès les met au pied du mur. Si l'on veut ouvrir la voie au socialisme, et non se contenter de gérer la crise à l'intérieur du système capitaliste, ne faut-il pas que les organisations liées aux travailleurs s'engagent ensemble sur des objectifs qui correspondent à leurs luttes réelles, plutôt que de rester enfermées dans le cadre du programme d'un gouvernement qui n'a même pas vu le jour ?

quel danger ?

3. - Pour le P.S.U., ce fut l'occasion de regrouper des militants venus de toutes régions et de toutes couches sociales, étroitement liés aux luttes de la classe ouvrière et soudés entre eux par la volonté du « contrôle » et la perspective de l'autogestion. Bien mieux, que dans quelque congrès, à travers le miroir déformé des délégués, les militants se sont éprouvés et reconnus : des Pyrénées-Orientales au Nord-Pas-de-Calais en passant par le Finistère, la Meurthe-et-Moselle, les militants du P.S.U. (dont un bon nombre se trouvaient par ailleurs avec leur section syndicale) ont pris conscience de leur force collective. Nul doute qu'ils n'en tirent une nouvelle vigueur.

4. - Intoxiqués depuis 15 jours par les petits et grands moyens, les Bisontins s'étaient calfeutrés chez eux dans l'attente des hordes barbares. Ils ont vu arriver des hommes et des femmes venus manifester avec calme et détermination : certains volets se sont ouverts. Puis, ce fut la dispersion, après le meeting traditionnel, (et on ne peut certes plus traditionnel !) sur la Grand-Place et l'on vit, bannières repliées, drapeaux rouges sur l'épaule, pancartes sous le bras, l'immense foule revenir dans un coude-à-coude amical vers les divers moyens de trans-

ports : des fenêtres s'ouvrirent, quelques grilles furent remontées, des langues se délièrent. A l'angoisse succédait le soulagement ; alors venaient les questions : pourquoi et par qui cette campagne d'intoxication ? Le danger n'était-il pas davantage dans l'occupation policière que dans la manifestation ? Quels sont les fauteurs de trouble ? Ne sont-ils pas plutôt dans les hélicoptères qui vrombissaient au-dessus de la place pendant le meeting et descendaient, descendaient en une magnifique provocation... Ne sont-ils pas dans ces 18.000 C.R.S. dépêchés de toute la France dans les cars grillagés qui sillonnaient la campagne, dans les contrôles de police sur les routes vers Besançon ?

5. - Depuis que la marche a été décidée, par les travailleurs de Lip, il y a eu le Chili et toutes les questions posées par le putsch fasciste. La mobilisation populaire, seul moyen de permettre un changement révolutionnaire, inquiète nombre de ceux qui ont pris l'habitude de lier leur sort à celui des possédants alors que, souvent, ne possèdent que du vent ! Savamment entretenue, leur peur peut les conduire à se réfugier derrière les armes, la police ou l'armée, et puis la bête se déchaîne : la terreur s'abat sur l'immense majorité du peuple, y compris sur ceux qui n'avaient que des inquiétudes mais continuaient de bien vivre, et de vivre libres.

Cette peur, en France, il faut la vaincre, pour ne pas connaître un jour le sort du Chili. Or, on ne la vaincra ni en la justifiant par quelques gesticulations, ni en l'entretenant par la dénonciation publique et permanente des fameuses « provocations ».

prendre date

Elle sera vaincue par la nature même de la mobilisation populaire : les travailleurs de Lip montrent là aussi la voie. C'est en liant le combat de chacun au combat de tous que les travailleurs (et parmi eux ceux du commerce, de la terre, des services ou des bureaux) pourront comprendre que leurs affaires ne seront plus jamais mieux traitées que par eux-mêmes : face au profit, face à « l'État des flics et des patrons », une fois de plus dénoncé dans les rues de Besançon, les travailleurs doivent s'organiser les uns avec les autres, les uns en fonction des autres. Il y a encore beaucoup à faire, mais le 29 septembre, ils étaient déjà 100.000 et qui en représentaient des millions d'autres, pour prendre date.

Aujourd'hui, une négociation est engagée : la marche sur Besançon a montré les enjeux. « Lip, Lip, Lip, jusqu'à la victoire », avons-nous crié ensemble dans les rues de la ville. Nous tiendrons nos promesses.

Robert CHAPUIS

Odette Cahier

ODETTE Cahier est morte le vendredi 21 septembre 1973 entre deux réunions du Planning Familial et avant de se rendre à celle de la DPN, tout près de Rouen. Sur la route pluvieuse, un camion arrivant en sens inverse s'est couché sur sa voiture.

Je l'avais connue en octobre 1972, à Orléans quand des militants du parti, préparant le Congrès de Toulouse, avaient à la suite de Roland David, amorcé la réflexion qui devait donner naissance à la partie du Manifeste intitulée la « crise des identités collectives ». Ce passage, très discuté dans le parti parce que non traditionnel, Odette en avait senti toute la portée, la nouveauté et l'ouverture

qu'il donnait, y compris au combat des femmes.

Mais si elle avait accroché sur tout ce qui concernait la transformation des rapports sociaux, ce n'est pas seulement par curiosité intellectuelle, mais parce que sa vie, son militantisme s'étaient toujours situés sur ce terrain. Remarquable exemple d'ailleurs d'unité entre vie privée et vie publique. Militante de la fédération de Haute-Normandie, rentrée à la DPN au Congrès de Toulouse, sur la base de son expérience d'animatrice du centre d'orthogénie de Rouen et des perspectives qu'elle nous ouvrait sur les luttes sexuelles, l'essentiel de son activité dans le parti se situait dans le secteur femmes.

Il a bien fallu samedi et dimanche commencer une DPN sans elle, il faudra bien préparer le Conseil National sans elle. Odette était plus spécialement chargée, avec Jean Gondonneau, de tirer les enseignements politiques du fonctionnement du centre d'orthogénie de Rouen, réflexion qui devait permettre de relancer nos actions sur l'avortement et la contraception. Privés de cet apport politique, nous ne nous résoudrons à ne plus la voir arriver souriante, essoufflée et en retard, mais toujours là.

En partant à Saint-Etienne-du-Rouvray mardi après-midi, je me disais qu'un enterrement, c'était toujours idiot, c'est toujours beaucoup d'encens, beaucoup de Bach, beaucoup de noir, au point que

l'ambiance fait souvent qu'on ne sait plus qui est mort. Mais les militants de Haute-Normandie avaient fait que tout au long de la cérémonie, sa présence vraie nous fut rappelée. Mozart, les poèmes qu'elle aimait, en réaction de ses proches, ce qu'elle attendait de la révolution, c'était vraiment elle qui nous était un moment rendue au travers des interventions de ses amis militants.

Sous le ciel gris de Saint-Etienne-du-Rouvray à la sortie de l'église, les militants ne se résolvaient pas à se séparer. On s'attendait à ce qu'Odette nous dise une fois encore : « on ne peut pas lâcher comme ça ».

Irène CHARAMANDE ■

Les tartuffes

La Démocratie chrétienne « s'inquiète » ! Après avoir armé le bras des assassins, après avoir mis le peuple chilien sous le couperet des fascistes, après avoir tiré toutes les ficelles — celles des sinistres pantins de la CIA comme celles qui faisaient s'agiter le parlement, les « gremios » et les états-majors, — après avoir mis le feu aux poudres et applaudi le jour du putsch, les soi-disant démocrates — soi-disant chrétiens s'inquiètent... Hypocrite indignation d'apprentis sorciers qui voient le pouvoir leur échapper ! Honteux géniteurs des Pinochet, des Leigh, des Toribio Merino et autres Mendoza, ils voudraient maintenant renier la paternité de ces monstres. Qu'on ne les laisse surtout pas faire avec leurs remords de curetons ! Qu'on ne les laisse pas répéter impunément le coup de Gil Robles fuyant le charnier franquiste pour venir chialer à Paris : « Ce n'est pas ce que je voulais » !

de de l'impossible « dialogue », donc d'affaiblir le gouvernement, tout en privant d'arguments l'aile « gauche » de la DC dans sa volonté de conciliation. De la sorte, le « freisme » était devenu la véritable politique de la Démocratie chrétienne dont les objectifs furent ainsi résumés, un mois environ avant le putsch, par le sénateur démo-chrétien Lavandero :

— obtenir que le gouvernement reconnaisse publiquement la DC comme son « opposition légaliste » ;

— renforcer encore plus l'image d'un Allende non respectueux des institutions ;

— présenter le « dialogue » comme la dernière tentative avant d'appeler à l'affrontement ;

LS ont pourtant déjà commencé, Frei en tête comme il se doit. Pas étonnant : ils sont pressés de masquer leurs responsabilités derrière l'impudique paravent de l'« inquiétude ». Ainsi, quand on a demandé (dans « Libération » du 26 septembre) à ce même Frei — qui fut l'ennemi le plus déterminé d'Allende et du peuple chilien — ce qu'il pensait du nouveau régime, il répondit sans gêne : « Il m'inspire les plus vives inquiétudes. (...) Je ne connais pas ces hommes. (...) Je crois que dans deux ou trois mois le PDC va devoir passer dans l'opposition ».

Dans l'opposition ! Gageons que Frei serait alors, sur ses fantomatiques « barricades », aussi irresponsable qu'il le fut ces dernières années sur les bancs du sénat ou dans ses innombrables déclarations de guerre à l'Unité populaire. D'ailleurs, lorsque dans la même interview, à la question « Peut-on qualifier la junte de fasciste ? » il répond : « Disons plutôt franquiste », on comprend que sous la nuance il n'oublie pas de se ménager une éventuelle « opposition » façon Opus dei...

«une autre manière»...

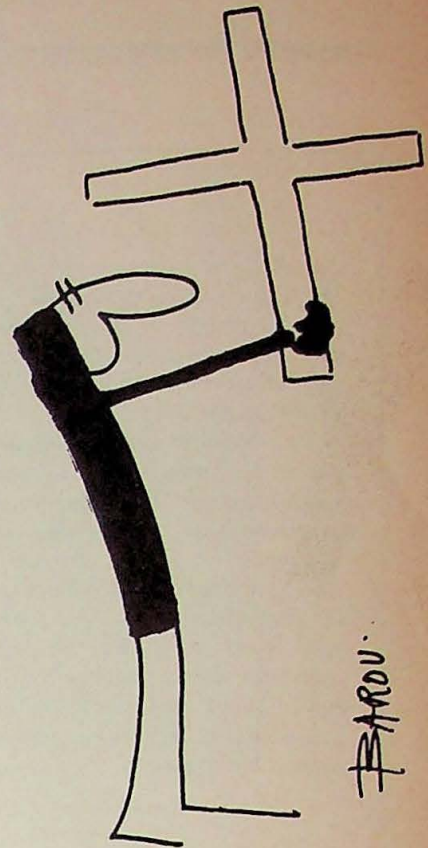
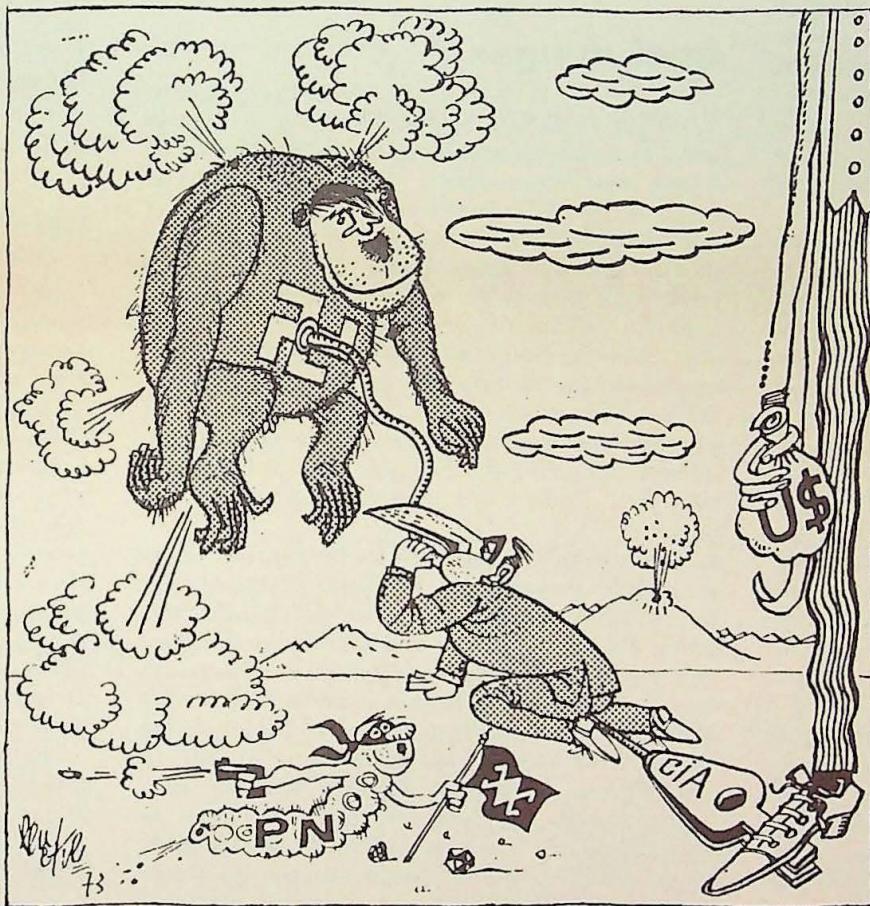
Son acolyte, Patricio Aylwin, dernier président du PDC, est encore plus explicite lorsqu'il déclare : « Ce qui est arrivé ne satisfait pas mon parti ». Et d'espérer que les généraux tiennent leur promesse de « rendre le pouvoir au peuple », sous-entendu, au moins à quelques-uns de ses représentants les plus accommodants, ne serait-ce que pour manigancer une constitution...

Et Aylwin sait aussi se faire donneur de leçons : « Ce n'est pas en mettant les partis marxistes hors la loi que l'on combat le plus efficacement leurs idées ». Le professeur a subitement changé son cours et ses travaux pratiques : on ne l'avait pas entendu tenir le même langage lorsque, le 21 août dernier au parlement, PDC, le Parti national et toute la droite avaient accusé le gouvernement d'illégalité. Bien que sans valeur juridique, ce texte n'en avait pas moins précipité la fin du Chili populaire, obligeant le général Prats à démissionner et Allende à un ultime remaniement ministériel. Par ce biais, l'armée venait de se faire dire à voix haute : « Messieurs les

militaires, vous appartenez à un gouvernement illégal ». Plus la peine alors de faire un dessin : rendez-vous était pris pour le 11 septembre.

Même embarras, parce que même complicité coupable, pour le secteur dit « démocratique » de la DC. Les Leighton, les Fuentealba, les Tomic prétendent maintenant « qu'il y avait une autre manière de s'y prendre ». Ah oui ? Dommage vraiment qu'ils n'y eussent songé plus tôt pour contre-carrer réellement les manœuvres putschistes de Frei. C'est-à-dire, par exemple, en rompant avec le « freisme » pour le combattre de front comme l'avaient fait ceux qui fondèrent le MAPU et la Gauche chrétienne. En réalité, n'étaient-ils pas, ces faux naïfs, ces badernes humanistoïdes, les plus opportunistes ? Car il fallait, dans le Chili d'Allende, de véritables talents de funambules pour demeurer sans vertige à la droite de la gauche et à la gauche de la droite...

De ces contradictions à l'intérieur de la DC, Frei tirait tout le bénéfice : elles lui permettaient à la fois de se jouer d'Allende à travers la mascara-



Cette stratégie se concrétisait par l'appui direct de la DC aux mouvements de grève, à commencer par celle des transporteurs. Ainsi, le 19 août, la CUT provinciale de Santiago, dirigée par le démo-chrétien Manuel Rodriguez, appelait à une grève régionale avec la menace d'une extension nationale, contre « la répression syndicale du gouvernement qui s'est déchaînée contre les transporteurs ». Cette grève recevait le lendemain l'approbation du Conseil national de la DC...

la "freitite"

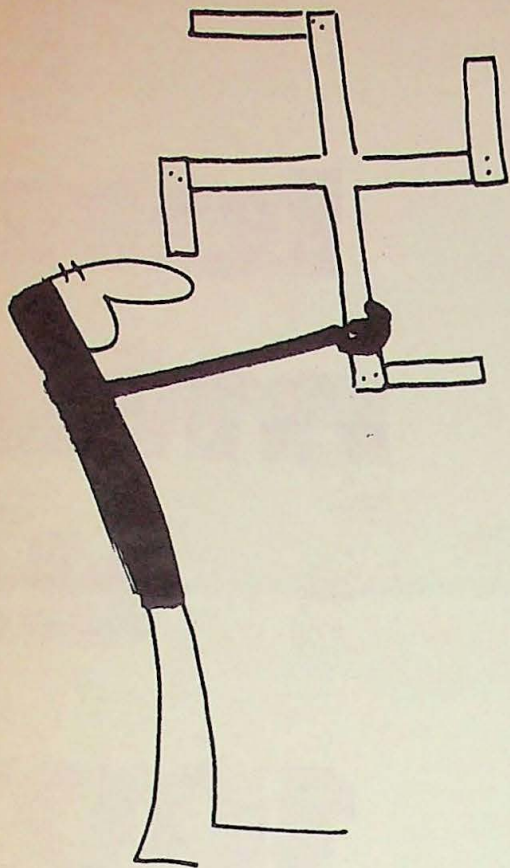
Quelques jours auparavant, Frei avait précisé la couleur en déclarant au « Mercurio » : « Le peuple est en train de vivre une tragédie. On parle beaucoup de putschisme et de fascisme... Ceux qui menacent actuellement la loi ne sont pas les groupes extrémistes qui, en définitive, commettent des folies et des maladresses, mais ceux qui ont conduit le pays à cette croisée des chemins. Le problème n'est pas que certains veuillent le respect de la constitution et d'autres le putsch. Le problème est celui de la destruction économique actuelle. Aussi, si on veut défendre la démocratie au Chili, il faut affronter cette situation ». On a vu comment depuis.

De Frei, il faudrait encore dire son inextinguible soif du pouvoir. Reprendre à tout prix la tête du Chili était l'obsession de cet homme, une sorte de maladie qu'un journaliste chilien avait un jour dénommée la « freitite »...

Un homme politique chilien, dont je dois taire le nom, eu égard aux grands dangers qu'il court maintenant, m'avait brossé un portrait peu amène de cet homme qu'il connaissait depuis sa jeunesse : « Je ne connais personne d'aussi cynique que lui, d'aussi intrigant et finalement d'aussi dangereux pour le Chili ».

Dangereux, Frei a montré à quel point il l'a été en tant que responsa-





ble historique du coup d'Etat des généraux ; mais il l'était au moins autant alors que le parti démocrate chrétien apparaissait de jour en jour, avec son assise populaire réelle, ses accointances avec l'armée, ses revendications corporatistes face à une crise économique qu'il contribuait à aggraver, comme la base privilégiée d'un événement néo-fascisme.

Gérard BOREL ■

les armes de la France

ALORS que tout crédit étranger avait été pratiquement refusé au gouvernement d'UP chilien, le gouvernement américain vient d'accorder un prêt de 300 millions de dollars aux militaires fascistes qui ont renversé le gouvernement légalement élu.

Une partie de ces crédits va être utilisée pour payer du matériel militaire fabriqué en France : depuis 1970, les firmes françaises ont conclu des contrats pour 123 millions de francs ; d'autres sont prévus pour un montant de 198,5 millions ; ces contrats concernent la fourniture d'A. M. X. 13, d'hélicoptères S. A. 330, d'éléments de cartoucherie et de matériels de télécommunications.

Ce sont des armes de combat rapproché qui seront utilisées par la junte pour poursuivre le massacre des travailleurs chiliens. Elles doivent être embarquées sur 2 navires de la Compagnie Générale Transatlantique qui se trouvent actuellement dans les ports chiliens et sur un troisième, « l'Auvergne », qui devait charger au Havre le 3 octobre et à La Pallice les 13 et 14 octobre.

Ces armes ne doivent pas atteindre le Chili : à la formidable solidarité de la réaction, qui unit le bailleur de fonds américain, le fournisseur d'armes françaises et le tortionnaire chilien, la classe ouvrière doit opposer une solidarité au moins équivalente.

Le P.S.U. appelle tous les travailleurs concernés à alerter l'opinion sur les tentatives qui seront faites pour assurer l'expédition de ces armes et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'elles ne quittent pas le territoire. Une fois déjà, le pouvoir a dû reculer : sur intervention du maire communiste du Havre, la Transat a dû faire une déclaration ridicule selon laquelle le cargo « Auvergne » ne contenait que des pièces destinées au métro de Santiago.

Les travailleurs obligeront le gouvernement à renoncer à l'aide qu'il veut apporter aux militaires chiliens.

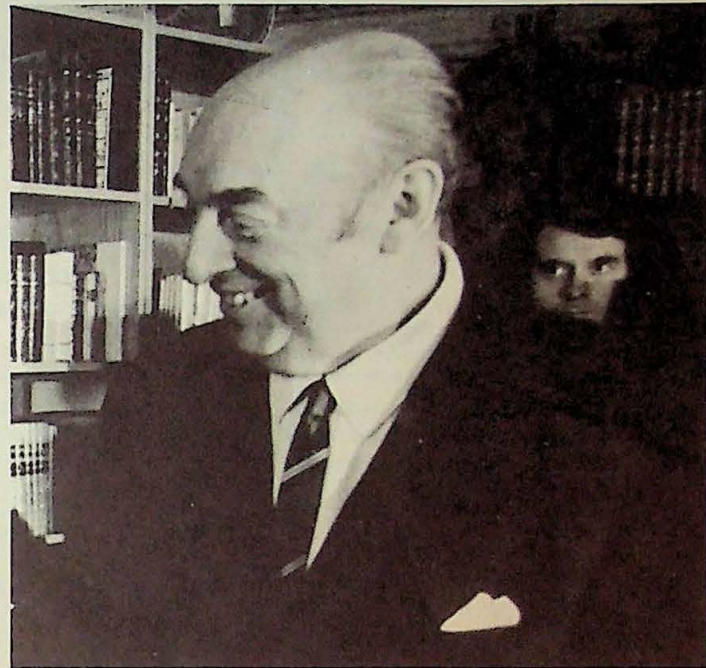
Bureau National du P.S.U. ■

pablo

neruda

(1904-1973)

Alors que le lait de l'adolescence
Tremblait encore sur ses lèvres
Il nomma la pierre la houille le vent araucan
La racine du feu le soleil dynamique de l'air
De son verbe en forme de lyre
Il éveilla le tigre et la tige du sel
Il baptisa la vague la plus haute
Sous les ruines des épitaphes
Des antiques races emplumées aux noms de métal brun
Il détecta les figures de la fable, de la durée.
Dans sa vaste poitrine
Demeure des poissons et des bêtes torrides
Tintaient les cloches de la douleur du peuple
Fusillé chaque matin par la famine
Déchiré par les fouets à cent lanières des maîtres
Endimanchés pour des carnivals de chair et d'alcools tristes.
Dans son sang sanglotait la voix patiente du peuple
Travailleur, bon, acharné, humble et pauvre
Dans son ventre hurlait la branche noueuse et paysanne
Rougeoyait le fer tordu de l'espoir des rues aux étoiles glacées.
Longtemps il noua sa jeune force de taurillon aux planètes
Qui tournent dans le ciel
Et dans la respiration des amants
Mangeant le dur et noir pain de l'exil, des deuils
A la flamme du chant
A la clarté du refus absolu.
Les aigles des hauteurs pures croisèrent sa silhouette
Traquée, blessée, courbée par les larmes et les rafales
Le froid griffait ses paupières jusqu'à l'os



Autodafé à Santiago.

Pourtant il s'habillait de ferveur et de foi
Et il franchissait les pics superbe comme un prince indien coiffé de neige.
Il fit l'amour à la terre aux mille visages, aux mille bouches, aux innombrables fruits]

A la femme créée à partir de l'écume et de l'argile, de l'aube et du songe
Et une tribu d'enfants tombaient de sa poitrine immense comme l'océan
Et tiraient en riant les poils de sa barbe de combattant clandestin.
Et puis un jour, après les récoltes lumineuses, les semis sur la mer, le repos
Et le galop des astres aux hommes
La bête maligne commença à déchiqueter ses entrailles
La vigueur reculait au fond de son regard
Mais l'étoile de l'amour cosmique ne faiblissait pas.
Les médecins
Qui sont parfois des voyants
Diagnostiquèrent à peine le cœur devenu pierre sombre
Qu'il était mort d'un cancer de la junte
Qui avait ravagé tout l'Etre
A la vitesse de l'éclair
Et plus encore.
Alors une terre nouvelle faite de larmes cousues
Entre elles
Fit surface entre la rumeur aquatique et la lumière mortelle de la cordillère.

André LAUDE - 25-9-73 - 1 h du matin ■

Note : Pablo Neruda était communiste. Il milita pour un parti et un mouvement international avec lesquels je suis en dispute grave. Cela dit, Pablo fut un inlassable lutteur populaire, et un immense poète, un continent de métaphores urgentes comme le pain et l'amour, la révolution et la lutte. Il est « un grand poète du 21^e siècle » comme l'a écrit justement un autre poète.

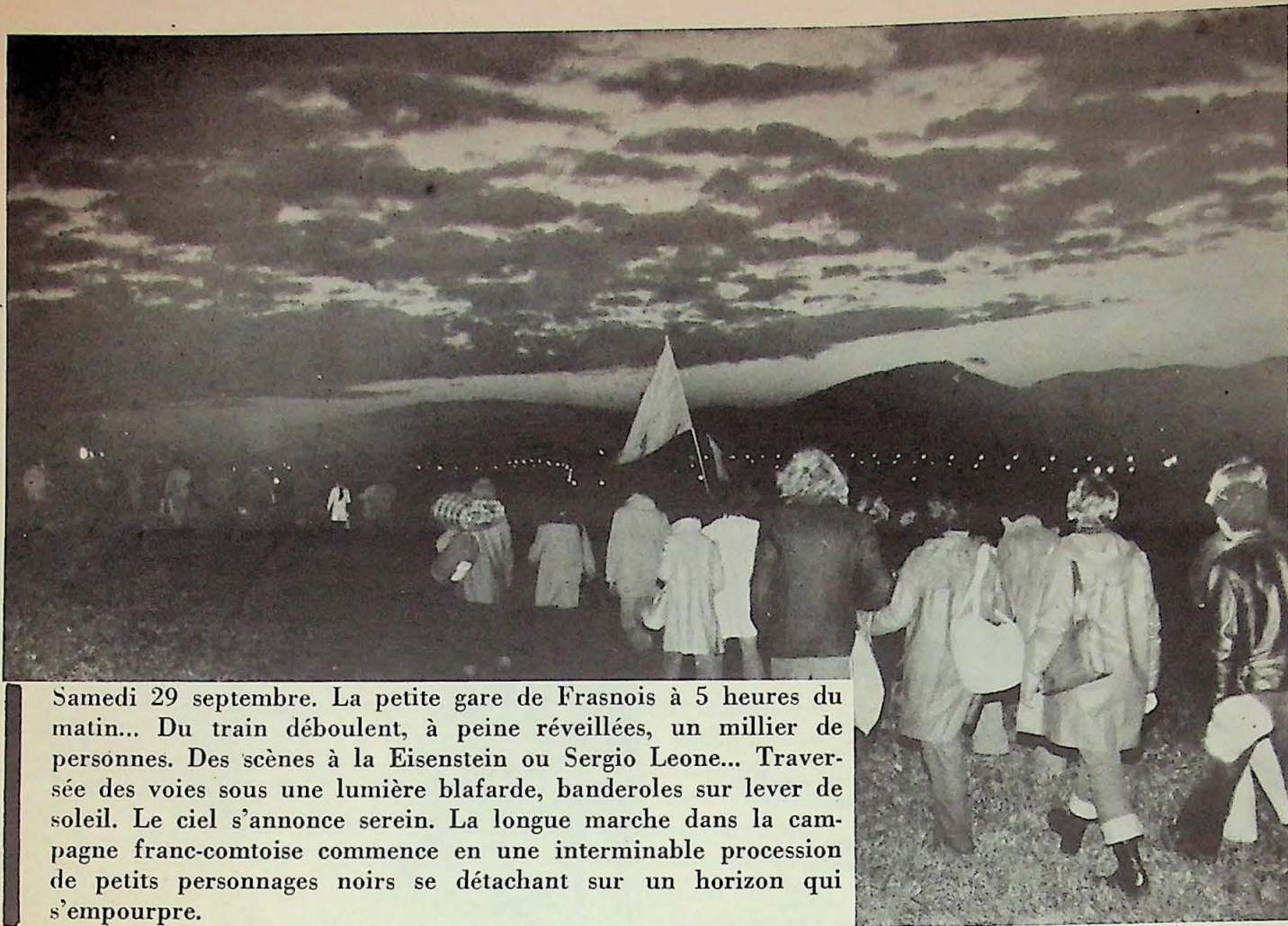
autogestion et révolution socialiste

Les principaux textes du colloque autogestion des 20 et 21 janvier. Editions SYROS, 9, rue Borromée - 5 F. Commandes groupées (à partir de 5) 3,50 F l'unité.

● A partir du 1^{er} octobre, grande campagne promotionnelle pour faire connaître et vendre « Tribune Socialiste ».

Alors, dépêchez-vous d'ici là de vous abonner ou d'abonner vos amis. Vous éviterez ainsi de tomber dans les pièges de la publicité.

long mar de 100



Samedi 29 septembre. La petite gare de Frasnois à 5 heures du matin... Du train déboulent, à peine réveillées, un millier de personnes. Des scènes à la Eisenstein ou Sergio Leone... Traversée des voies sous une lumière blafarde, banderoles sur lever de soleil. Le ciel s'annonce serein. La longue marche dans la campagne franc-comtoise commence en une interminable procession de petits personnages noirs se détachant sur un horizon qui s'empourpre.

PUIS c'est l'arrivée au lieu de rassemblement. Déjà, les cars venus de toute la France remplissent le parking. Les stands sont encore déserts, le terrain est à peine remis de la pluie de la nuit. Le soleil brille, il fait beau. Mais, hélas! très vite, ça se gâte. Des nuages couvrent les montagnes environnantes. L'hélicoptère de service tourne, il inspecte!

Malgré la pluie qui vient déranger les participants, les stands s'animent et on discute ferme avec les Magyar, les Coopa-Sud, les Noguères, les Duceux, les paysans travailleurs... Au stand Pil, c'est les maris qui procèdent à l'échange des chemisiers: « Les filles, on les attend... A moins que par ce temps elles soient allées aux champignons! » Enfin, elles arrivent, les « petites Pil », et entonnent, entre les questions et les échanges (c'est la ruée), leurs chansons de lutte. Les Lip, eux aussi, sont débordés avec les nombreux recéleurs qui se pressent au stand.

La pluie tombe de plus en plus. Tentes et stands sont transformés en véritables camps retranchés. Il faut bientôt songer à partir pour la longue marche sur Besançon. Le « quarteron de PSU et les hordes gauchistes » allaient-ils « imposer leurs lois et leur révolution » et « mettre la ville à sac »? comme les CDR et SAC le proclamaient



par une odieuse affiche jaune, et comme le préfet le pensait: ordre donné aux magasins de baisser rideau, militaires consignés. Et pour ceux qui devaient être libérés, la quille trois jours avant la marche: ce n'était pas une mesure de générosité, mais seulement pour caser les CRS. Le Besançon de la bourgeoisie trouillarda devenant ville morte. Le Besançon des travailleurs allait vivre intensément.

« 100.000 pour Lip, Lip pour tous »... « Tous pour Lip »... « Un, deux, cent Lip - autogestion ouvrière »... « Giraud, attention à la marche »... « Les flics hors de Lip, l'armée hors du Larzac »... « A bas l'armée du capital » (un message de solidarité de soldats du contingent est lu au micro de la voiture sono: « Jamais nous n'obéirons si ordre nous était donné de tirer sur les ouvriers de Lip... »,

applaudissements sans fin... « Giraud, c'est ton dernier Tango »... « S'il le faut, nous reviendrons »...

Malgré toutes les menaces des autorités, sur le parcours, quelques têtes apparaissent aux fenêtres des immeubles. Parfois, le long des trottoirs, des Bisontins se regroupent, certains même applaudissant les nombreux slogans et, avec



nous, levant le poing de « l'Internationale ». Malgré les cent mille personnes dans les rues, les belles maisons bourgeoises de Besançon n'ont subi aucune dégradation. Les travailleurs ne sont pas des casseurs! C'est l'armée de l'ordre qui casse, brûle et tue... Voyez Santiago!

Les employés des pompes funèbres, eux non plus, n'ont pas eu la trouille, ils manifestent leur solidarité et dénoncent leurs conditions de travail — ironie de la mort. Un « marcheur » leur lance: « Aujourd'hui, repos, il n'y aura pas beaucoup de travail, on est tous en forme! »

Durant les neuf kilomètres, le long ruban se déroule, vagues immenses colorées des banderoles et des drapeaux rouges. La partie la plus animée, la plus imaginative et frondeuse était sans doute celle des militants révolutionnai-



res. Le PSU comptait bien près de huit mille participants.

Puis, c'est le meeting. L'austère place Battant, noire de monde, ne peut nous accueillir tous. Ils sont là, les Piaget, Burgy, Vittot... Il y a encore des groupes qui arrivent. Malgré la fatigue de la « longue marche », on réagit aux discours. La CGT est chahutée lorsqu'elle ramène son couplet sur le programme commun... « La parole aux travailleurs... pas aux appareils... pas de récupération! » Raymond Burgy, lui, évoque l'action au nom du comité d'action Lip, et c'est une explosion d'applaudissements qui clôture le meeting.

On hésite à quitter ce lieu, flot d'immense chaleur humaine... Mais l'enthousiasme de la manif se prolonge sur le chemin du retour à Châteaufarine pour reprendre les cars ou les voitures. Là-bas, un spectacle se prépare pour ceux qui veulent encore rester avec les Lip.

Après cette démonstration solide qui couronne six mois de lutte dure et sans précédent, c'est maintenant une délicate bataille pour l'avenir des travailleurs de Lip qu'il faut à tout prix gagner. « Dure et difficile bataille, dira Michel Rocard, mais bigre, quelle belle et bonne journée! » Avec les Lip, pour Lip, nous devons gagner et faire tout pour cela.

Lip, c'est aussi le symbole de tous les travailleurs en lutte. « Il est juste que la révolte gronde pour que change ce monde », disent les « petites Pil » de Cerizay. Besançon, 29 septembre 1973, cette solide journée est plus déterminante que jamais pour chacun de nous.

Françoise CLAIRE

La bourgeoisie bisontine a que l'on prépare savamment Le 29 septembre, devait voir les « hordes gauchistes » mettre la ville à sac à l'appel d'un «... Les organisations de droite ont donné à cœur joie. Lettre adressée courageusement de maire. Tout était bien orchestré un climat propice aux incidents du par son calme, sa détermination quille.

NON, samedi, ce n'était pas la population de Besançon qui était l'adversaire. Le pouvoir, ses forces de répression, le patronat, étaient clairement désignés. La droite, depuis, essaie de réagir. « Le Figaro » est très significatif: dans un article en première page, Hamelet écrit: « A la démocratie syndicale tend à se substituer une démocratie ouvrière qui se trouve à la merci des plus audacieux. Le phénomène fasciste n'a pas d'autre origine que la surenchère gauchiste là où elle a pu déborder l'organisation professionnelle comme les impératifs de la démocratie politique ».

La peur n'a pu empêcher l'ampleur de la manifestation, alors on essaye de faire peur par l'ampleur de la manifestation. Hitler, Franco, Salazar, gauchistes; le coup d'Etat au Chili et Pinochet gauchiste, la Grèce gauchiste. C'est ce que « Le Figaro » appelle sans doute la liberté d'expression. Cela démontre en tout cas que la droite a peur. Lip remet en cause son pouvoir, son autorité, sa légalité. Lip, isolé, c'était une épine douloureuse, mais que l'on pouvait extraire. 100.000 à Besançon: le message est passé, le danger se précise.

La manifestation n'était pas une marque de soutien. Elle montrait la combativité de la classe ouvrière. Une autre stratégie est en train de prendre corps chez les travailleurs. Tout le monde s'en rend compte. On cherche à s'en défendre en se masquant les yeux.

l'espoir

Le dimanche, se déroulait le deuxième tour des élections cantonales. Quel était l'événement le plus important? 100.000 à Lip, malgré la pluie, les 45% d'abstentionnistes, la poussée de la gauche? « Combat »: « La gauche prend le pouvoir cantonal. Madame Meir met l'Europe devant ses responsabilités ». « Le Figaro »: « Majorité, stabilité relative. Opposition, poussée de la gauche, surtout au profit du PS.

gauche riche es 000

Onnu le grand frisson. Celui
Une semaine d'intoxication.
si l'on en croit les affiches,
er... sur Besançon et mettre
arteron de P.S.U. rêveurs ».
d'extrême-droite s'en étaient
hyme de commerçants, lettre
la majorité silencieuse » au
ré : il fallait faire peur, créer
s. La classe ouvrière a répon-
stration de puissance tran-

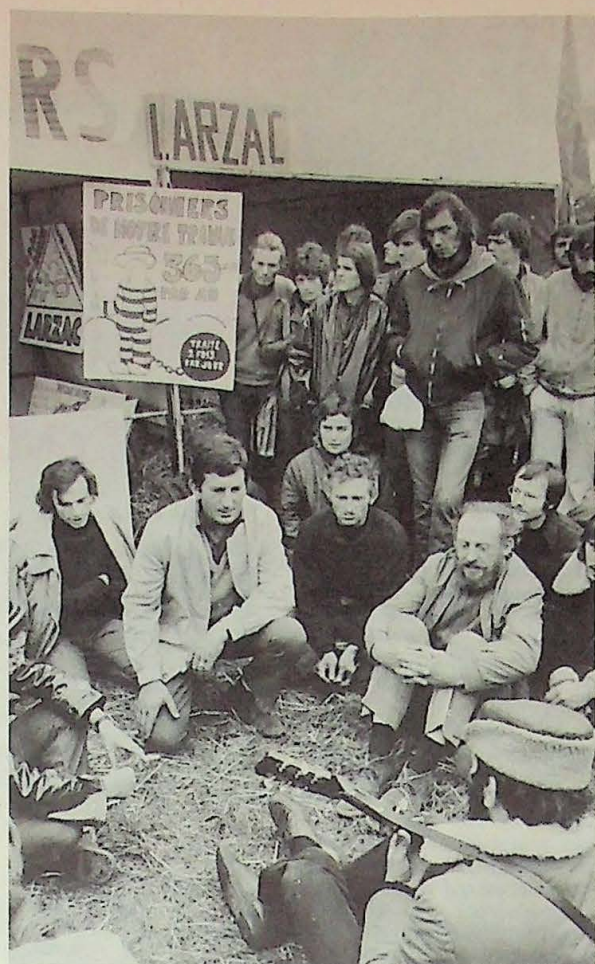
S.N.C.F., les grèves. Lip, la négocia-
tion reprend aujourd'hui ». Voilà pour
la revue des premières pages... Seul,
« Libération » titrait : « Lip, impres-
sionnant ».

Décidément, le monde politique tra-
ditionnel se tient les coudes. Il faut
sauver les apparences. Près de la
moitié des électeurs se désintéressant
des cantonales (pourtant le temps
n'incitait pas à la pêche à la ligne), la
plus forte manifestation vue en pro-
vince : cela dérange des habitudes.
Vite, on se rabat sur un terrain connu.
Les commentaires tournent autour de
la poussée du P.S. c'est plus sûr, plus
solide que l'action des Lip. Tant pis si
le P.S. en est absent, tant pis si sa
délégation à Besançon était squelette-
que.

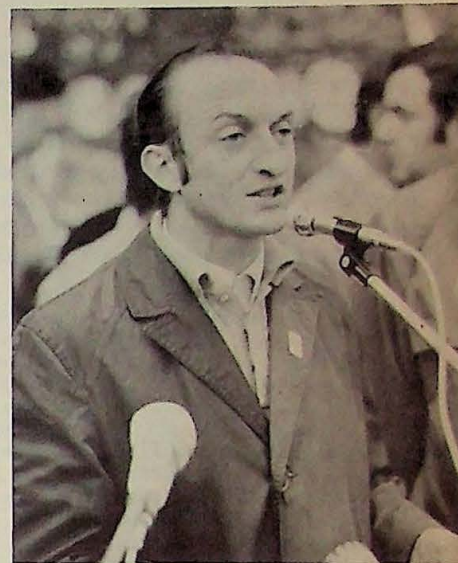
Ce que Lip a changé ou changera
se traduit en profondeur dans les ra-
cines du mouvement ouvrier. Pour le
moment, rien ne change en appare-
nce. Mais on sentait samedi que tout
s'ébranle. Les délégations C.F.D.T.
scandant « une seule solution, la révo-
lution », répondaient fortement au
« programme commun » C.G.T. Pro-
gramme commun évoqué par la repré-
sentante C.G.T. de Lip, puis par le se-
crétaire de la Fédération Métallurgie
de cette confédération : ce furent
les seuls sifflets du meeting final, les
seules fausses notes d'une action où
l'unité des travailleurs en lutte de Lip
à Noguères, en passant par Cerisay,
Saint-Dié, le Joint Français, Larousse
et le Larzac n'était plus un mot, un
slogan propagandiste pour deuxième
tour des législatives, mais un fait, un
fait brutal asséné comme un coup de
poing au nez des Messmer et autres
Giraud.

Burgy déclarait au meeting de Bat-
tant : « Le conflit Lip est révélateur
comme l'a été mai 68 à une autre
échelle. Il représente un espoir ».

Il représente l'espoir qu'autre chose
est possible. Mais pour que cela soit
possible, il faut que le conflit Lip con-
tinue d'être pris en charge par les tra-
vailleurs, non pas par solidarité, mais
au travers des luttes qu'ils mèneront.



Lip-Larzac : uni-
té Paysans-Tra-
vailleurs.



Raymond Burgy :
la parole aux tra-
vailleurs.

Combattre sur ses revendications à
partir de la stratégie de Besançon,
c'est le meilleur moyen de soutenir les
Lip. On ne peut être solidaire long-
temps d'un espoir, il faut le traduire
dans le combat quotidien contre l'op-
pression capitaliste pour pouvoir un
jour le transformer en réalité. Lip est
subversif pour le régime par tout ce
qu'il propose, par tout ce qu'il démon-
tre.

il faisait beau

Il pleuvait très fort, mais nous étions
100.000 à le dire, à le crier : « Lip vain-
cra, s'il le faut, on reviendra ! ». « Lip
pour tous, tous pour Lip ».

Pourtant, dans la préparation de
cette manifestation, tout ne fut pas
facile. La C.G.T. ne mobilisa pas ses
troupes, c'est le moins qu'on puisse
dire. Des délégations régionales ou
d'U.D., mais aucun appel à l'ensemble

des travailleurs : c'est une marche ré-
gionale, expliquait-on. Bravo pour le
respect des décisions de l'assemblée
générale des travailleurs. Ceux qui les
rappelaient se faisaient traiter de gau-
chistes irresponsables...

De quoi a-t-elle peur la C.G.T. ?
Peut-être de la contagion. La minceur
des délégations de la première cen-
trale ouvrière française fut en tout cas
très remarquée. Remarquée aussi l'ab-
sence du P.C.F. « Nos militants, expli-
quait cette organisation, défilent avec
les organisations syndicales. Cette
manifestation est syndicale et ne doit
pas dévier de son contenu ».

A la C.F.D.T., la mobilisation fut très
variable selon les régions. Les plus
fortes délégations semblaient venir de
l'Est, de l'Ouest et de Rhône-Alpes.
Le nombre des délégations d'entrepri-
ses en lutte ou l'ayant été récemment,
montrait le caractère de combat de
la manifestation.

Autre point d'accrochage dans ce
rassemblement : « Révolution », « Rou-
ge » et « L.O. » avaient installé des
stands au milieu de celui des organi-
sations syndicales. La section locale
et le groupe Lip - PSU s'étaient mis
pour leur part en bordure du terrain.
La C.G.T. en profitait pour faire un
incident. Sur demande des travailleurs
de Lip, le PSU démontait son stand.
Les trois organisations précitées ne le
faisant pas, la C.G.T. se retira.

La pluie du lendemain empêchant le
forum de se tenir normalement dimi-
nua la portée de l'incident, mais il est
regrettable que par souci organisa-
tionnel, des militants d'extrême-gauche
passent par-dessus les décisions des
travailleurs.

Mais enfin, l'important était ailleurs,
l'après-midi, et il faisait beau à Besan-
çon malgré la pluie et le froid. Ce fut
une grande journée pour la classe
ouvrière. **Alain RANNOU** ■

une réalité nouvelle

LA campagne d'intoxication pour ef-
frayer les travailleurs et l'ensem-
ble de la population bisontine
avait redoublé au cours des derniers
jours précédant la marche. La grande
presse s'était faite plus ou moins com-
plice. Les confédérations ouvrières
C.F.D.T. et surtout C.G.T. multipliaient
les mises en garde au plan national et
aussi régional. Une affiche de la « ma-
jorité silencieuse » avait fleuri sur les
murs de la ville. Aussi chacun atten-
dait-il avec curiosité l'accueil qui allait
être réservé aux marcheurs.

Et chacun a pu être rassuré. Les tra-
vailleurs de Besançon étaient présents
sur les trottoirs. A mesure que le cor-
tège progressait vers la place Battant,
leur nombre grossissait. Sur les visa-
ges, de l'étonnement. Regards graves
mais sans hostilité que les mots d'ordre
plein d'humour rendaient facilement sou-
riants. Pourtant, les « marcheurs »
n'étaient pas très frais, comme on
dit. La pluie qui n'avait cessé de tom-
ber depuis le matin, la boue — le
bourbier, plutôt — du terrain de ras-
semblement de Châteaufarine, s'étaient
accrochées aux vêtements et aux chaus-
sures.

Là encore, la marche avait été vic-
torieuse. Victoire sur la haine, sur la
bêtise. Mais cela ne constituait qu'un
des aspects de cette journée et pas
le principal.

Le rassemblement national était une
grande réussite, l'aboutissement d'une
idée juste, celle qui faisait de LIP-BE-
SANÇON, pour 24 heures, le centre
de convergence des luttes.

A midi pourtant, personne n'aurait pu
le prévoir. Par petits groupes, les ma-
nifestants avaient gravi la pente qui
conduisait au lieu de rassemblement.

Puis, après un rapide tour des quel-
que trente stands, sous une pluie froi-
de souvent drue, ils s'égaillaient dans
la nature, à la recherche d'hypothéti-
ques abris. La plupart des cars fer-
més, « refusèrent » de les prendre en
charge (il faudra y penser la prochaine
fois !). Par contre, de l'autre côté de
la route, un ensemble immobilier en
construction fut littéralement envahi. Sur
le chantier, aux fenêtres des étages,
apparent drapeaux rouges et fumées
de feu de bois.

Il y avait bien là de quoi inquiéter la
police. L'hélicoptère des flics passa
avec insistance sur ce secteur. D'ail-
leurs, la manifestation dut lui plaire car
il ne quittera pas le ciel de la journée.
Lorsque la marche atteignit son terme,
Place Battant, il y en eut deux qui, à
basse altitude, couvraient les propos
et les slogans. Une nouvelle idée sans
doute du ministre Marcellin : je parque
mes policiers mais je garde l'œil ou-
vert. De fait, on n'a vu aucun uniforme.

Mais à 2 heures de l'après-midi, après
que les voitures haut-parleurs eurent bat-
tu la campagne, c'est par dizaines de
milliers que convergèrent les manifes-

tants sur la route du départ. Une foule
immense qui s'étira sur plusieurs kilo-
mètres, abondamment colorée de dra-
peaux rouges et de grandes bande-
rolles. Les slogans favorables à la lutte
de Lip et de tous les travailleurs, les
chants de lutte, donnèrent avec les
couleurs, une tonalité allègre, malgré
la pluie.

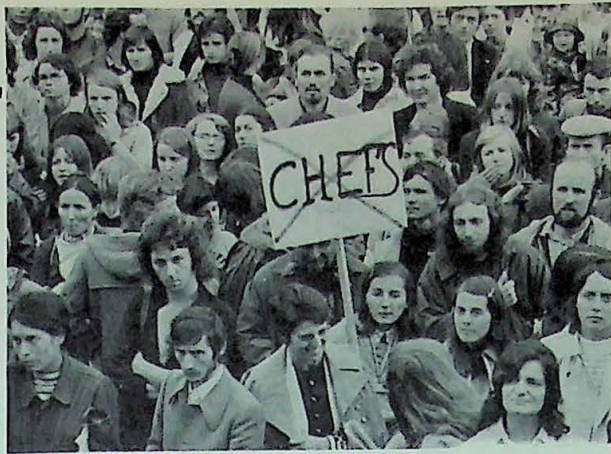
Après le Larzac beaucoup de ces
« observateurs » qui fabriquent l'in-
formation avaient expliqué que le beau
temps, le soleil, la campagne étaient
à la base du succès. En somme, une
partie de campagne. A Besançon les
mêmes manifestants et d'autres aussi
sont venus, sont restés. Pourtant, ce
n'était pas une partie de campagne !

Il serait temps, grand temps que les
yeux qui ne veulent pas voir s'ou-
vrent et regardent cette nouvelle réalité.
Le mouvement de masse pour un so-
cialisme qui se construit dans l'action
s'élargit et s'agrandit. Ce pourrait être
la conclusion du rapport que ne man-
quera pas de faire le zélé policier des
renseignements généraux de Besançon
au soir de cette journée.

M.C. ■



tout Cerizay dans la rue!



Sous un ciel peu clémente, 3 000 personnes massées dans la rue face aux halles recevaient les travailleurs du Sud-Ouest en lutte, ainsi que ceux de Lip. On avait invité des chanteurs, et même un « Lip », ancien berger, entonna une chanson. Il y avait aussi les chansons des ouvrières de Cousseau (« sans chef et sans patron, vive l'autogestion »). Volontairement, les organisateurs avaient donné la parole aux travailleurs le 22 septembre.

Il n'y a pas de grandes théories magistrales, pas de grosses têtes d'appareils de partis. Que ce soit les « petits Pil », ceux de chez Lip (les premiers à avoir apporté leur soutien concret aux 95 ouvrières de Cerizay), ceux de chez Brossard de Saint-Jean-d'Angély, ceux des usines Gallus de Châtelleraut, ou ceux d'Informatique 2000 de Bordeaux, — tous ont insisté sur la remise en cause des moyens de production et de distribution, contesté le pouvoir capitaliste et le pouvoir patronal.

Cousseau condamné

Le tribunal de Bressuire, qui a jugé le licenciement de Thérèse Albert abusif, a condamné Cousseau. Il devra verser à Thérèse une somme de 200 F par jour, tant que celle-ci ne sera pas réintégrée — avec toutes ses camarades. Cette solution, Cousseau la refuse avec une belle obstination! En attendant, plus piquantes et déterminées que jamais, les demoiselles de Cerizay continuent leur lutte, et les échanges de chemisiers battent leur plein!

La légalité bourgeoise agonise et celle de demain, par les luttes

des travailleurs, fleurit de jour en jour. Oh! bien sûr, comme tout moribond, le patronat a encore des sursauts! Mais les banderilles ouvrières le transpercent de tous côtés. De plus en plus informés et formés politiquement, les travailleurs ne tombent plus dans les pièges qui leur sont tendus.

Dans toutes les interventions de ces travailleurs, aussi bien que dans celles du délégué Hacuïtex-CFDT (fédération de l'habillement), des paysans-travailleurs ou d'André Pineau, secrétaire de l'Union départementale CFDT de Niort, nous avons entendu des paroles et des termes qu'au PSU nous connaissons bien, par notre manifeste de Toulouse : contrôler aujourd'hui pour décider demain, lutter pour l'instauration d'une société autogestionnaire, reconnaître la dignité humaine, l'internationalisme des luttes (puisque à Cerizay, on n'oublie pas les crimes crapuleux des fascistes dont le peuple et la classe ouvrière du Chili sont victimes).

Mais il ne faut pas croire que tout est gagné. Le travail qui est à faire est énorme, comme le soulignait Michel Rocard à la Mutualité et dans son article du « Monde » : « Le socialisme autogestionnaire, c'est une esquisse de structures socio-économiques différentes pour la société tout entière. C'est aussi l'esquisse d'une nouvelle légalité. Il importera de sa-

voir la faire triompher très vite. » Telle est notre tâche. A inscrire de toute urgence! Car une société autogérée ne doit pas faire de fausses notes si elle veut réussir. L'adversaire nous guette. Il faut mettre chacun face à ses propres responsabilités.

A Cerizay, le combat continue malgré les roueries patronales : un patron de Bressuire a proposé d'engager Thérèse Albert... C'est clair : la déléguée CFDT, isolée de ses camarades, sera muselée; les autres ouvrières qui resteront chez Cousseau n'auront plus leur déléguée et, désorientées, le patron espère qu'elles redeviendront de bons petits moutons. La grosse ficelle! elle ne passera pas dans la machine à coudre!

Partout, la machine patronale se dégrade. Celle des ouvriers, par contre, a du ressort et de l'imagination!

Françoise CLAIRE ■

LE SOUTIEN DU PSU

Le PSU, par ses nombreux militants locaux auxquels nous nous étions joints, était présent à ce rassemblement. Martine Frachon, représentant la Direction Politique Nationale, a remis au délégué CFDT un texte de solidarité. Nos camarades ont largement diffusé TS dont la recette a été versée aux « petites PIL ».

Ajoutons que par l'intermédiaire de notre fédération parisienne, il a été adressé aux 95 grévistes une somme de 800 F après le meeting de la Mutualité le 18 septembre. Les « petites PIL » ont échangé avec le public pour 3 000 F de chemisiers.

les Ponts-et-Chaussées qui prévoit une déviation évitant complètement Vendôme est le seul valable. Mais l'Etat soutenu par le conseil municipal et le conseil général, propose une solution « de fortune » : une grande voie qui sacrifierait toute une partie de la ville. Cela, dit-on aux Vendômois, vous ferait une « voie triomphale » et plus tard on vous fera peut-être une « vraie » déviation.

Un groupement d'action a été constitué, menant une lutte dure, sensibilisant et informant l'opinion contre ces dernières mesures qui ne résolvent rien et qui coûtent fort cher. A propos, l'auto ça pue, ça pollue, ça bouche... voyez plutôt ce qu'en pense l'am' Brice en dernière page!

Blois. Halte au béton, place aux arbres!

A Blois, dans la ZUP dite d'Alençon (6 000 personnes), les habitants avaient déjà réagi en 1972 contre les constructions invivables et sans espaces verts. Là où devait s'élever un nouveau bâtiment, ils plantaient timidement un arbre. Des arbres pas de grues et de béton, disaient les habitants aux notables de tout accablent. Or verra, leur fut-il répondu.

Janvier 1973, l'immeuble se construit. Concession aux habitants : on lui a rogné trois étages! En mal, c'est une tour de neuf étages que les voisins voient s'élever devant eux. Lorsque les édielles, entraînés par la population vont voir sur le terrain, ils se rendent à l'évidence : ça sera invivable. On suspend le projet... jusqu'à quand?

F. C. ■

• Saint-Malo la colère des esclaves

La bourgeoisie malouine a fait, c'est bien connu, sa richesse sur la traite des noirs et l'esclavagisme; les industriels implantés aujourd'hui à Saint-Malo et aux alentours n'ont pas perdu la leçon : les esclaves, c'est les travailleurs et les travailleuses de l'agglomération, sous-payés, surexploités, peu habitués à des luttes sociales dures, et qu'une presse locale (Ouest-France) au service du patronat et de son valet, Yvon Bourges, manipule et conditionne.

Or il se trouve que les esclaves, même les plus assouplis, font quelquefois l'apprentissage de la colère et de la lutte du « ras l'bol ». Ainsi, le personnel de l'entreprise Frankel de Saint-Malo est-il en grève depuis le 11 septembre.

L'entreprise Frankel est une fabrique de condensateurs employant environ 320 personnes dont 80 % de femmes, et 80 % d'O.S. Afin de mettre tous « ses œufs dans le même panier », la direction embauche en effet du personnel féminin (réputé peu combatif), mais fait mieux encore en sélectionnant des cas sociaux : mères célibataires, veuves ou divorcées avec enfants à charge, soutiens de famille, etc. Sur eux, on peut exercer, en cas de conflit, un chantage permanent.

le minimum + 1%

De plus, on embauche du personnel sans qualification ou n'ayant pas une qualification correspondant à l'emploi tenu. On connaît l'opération couramment pratiquée dans les entreprises d'électronique qui consiste à utiliser un personnel ayant un C.A.P. d'industrie de l'habillement en raison de l'habileté manuelle que cela garantit, mais à ne pas tenir compte de ce diplôme au moment de la paie. Il va de soi d'ailleurs qu'aucun établissement scolaire de la région malouine ne prépare au C.A.P. qui conviendrait et permettrait d'avoir dans l'entreprise une qualification officiellement reconnue. On voit bien au passage au service de qui est le système scolaire de Fontanet.

L'entreprise appartient au secteur métallurgique. Dans celui-ci, les conventions collectives départementales sur les salaires étant ridiculement basses, n'ont été signées par aucune centrale syndicale (même pas la C.F.T.). Et Frankel paie ses ouvriers 1 % au-dessus de ce minimum...

Des débrayages ont commencé le 4 septembre dans des ateliers masculins (mécanique et trempage) dont le personnel avait reçu la promesse d'augmentation de salaires qui n'était toujours pas tenue. Ce mouvement précis n'ayant donné aucun résultat, c'est l'ensemble du personnel qui s'est mis en grève à partir du 11 septembre, pour une revalorisation des salaires réels et une amélioration des conditions de travail (aération, cadences, etc.).

quelques miettes

Depuis, des négociations sont engagées avec la direction par des responsables CFDT et FO (la déléguée CFDT de l'entreprise ayant été exclue du syndicat pour avoir refusé de faire grève!)

Après 15 jours de grève, le patron cède quelques miettes :

le 13^e mois complet fin 75; le passage O.S. 1 à O.S. 2 après 3 ans d'ancienneté et au choix (la « lèche »). Les autres promotions se feront à la tête du client.

Quant aux salaires, ils seront augmentés en 3 paliers pour atteindre la 2^e grille salariale demandée, soit environ 0,50 F de plus pour les O.S. (soit un salaire net de 960 F par mois pour 40 h hebdomadaires). D'ici là, bien entendu, le coût de la vie aura augmenté de plus de 3 %. Que restera-t-il aux ouvriers après une perte de salaires de 2 semaines!

Il a fallu attendre une semaine et plus pour que se crée un comité de soutien. Plusieurs raisons à cette perte de temps. D'une part l'inexpérience des luttes et l'inorganisation des travailleurs de chez Frankel, et d'autre part l'attitude des responsables syndicaux, qui craignaient une politisation du mouvement. Etonnante, par ailleurs, la manière dont ils ont pris en charge la négociation, allant même en cours de négociation, et sans avoir consulté le personnel, jusqu'à diminuer la grille des salaires réclamée de plus d'un tiers. Les assemblées générales du personnel tournent elles-mêmes à la dérision, les responsables se contentant d'indiquer la situation et fixant rendez-vous aux grévistes plus tard.

la première fois

L'action du comité de soutien a permis à la fois d'organiser la solidarité (collectes, Fest-Noz, etc.), d'assurer la participation concrète de militants paysans et de populariser le conflit. Fin septembre, plus d'un million ancien avait été collecté.

Il convient de signaler la discrétion du Parti socialiste qui avait des préoccupations immédiates d'ordre purement électoral, et qui n'a fait dans ce comité qu'acte de présence.

Il convient également de dénoncer l'attitude bureaucratique et exclusive de la CGT, qui n'accepte pas que le comité soit ouvert à tous, ne veut y admettre que les organisations dites « représentatives » (celles qui défendent le sacro-saint programme commun) sans tenir compte du travail effectivement fourni par celles-ci.

Dans un tract publié le 24 septembre, l'UL CGT déclare : « Si le comité de soutien prenait une décision ou une position qui n'irait pas dans le sens des intérêts des travailleurs, la CGT n'hésiterait pas un instant à s'en retirer. » On n'est pas plus clair.

Troisième observation plus encourageante : c'est la première fois que dans l'agglomération malouine, la section du PSU a pu établir des contacts réels avec des travailleurs. La leçon ne sera pas perdue.

Section PSU Saint-Malo. ■

de l'air!

Aéroports, autoroutes, constructions sauvages, tout cela n'est pas fait pour vivre en harmonie avec la nature. Et pourtant, on nous inonde de publicités paradisiaques dans toute la presse bourgeoise! A notre tableau de chasse, pour cette semaine, trois mauvais points :

Nice - Colline de Saquier.

En plein mois d'août, les habitants étaient réveillés par une enquête d'utilité publique visant à l'implantation, sur 60 hectares, de quelques logements sociaux, de logements en accession à la propriété, de maisons individuelles et en vue, à l'horizon, l'agrandissement de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur. Les promoteurs convoitent une nouvelle surface de 300 hectares sur lesquels se dorment encore les raisins du Côté du Bellet qui donnent un vin très renommé (la colline est reconnue d'intérêt public par le ministère de l'Agriculture). En plus des vignes, les oliviers, les fleurs — d'un intérêt non négligeable pour le commerce de l'arrière-pays niçois — sont menacés.

Ça grande du côté de Nice devant cette mesure en contradiction avec les paroles du ministre de l'Équipement : « Vous devez ne jamais perdre de vue que, en dépit de l'intérêt d'une opération (...) les atteintes portées éventuellement à des intérêts privés ou généraux ne soient pas d'une importance telle qu'elles neutralisent

le caractère d'utilité publique de l'opération. » Des paroles aux actes, autorités et promoteurs se soucient peu du cadre de vie des habitants, des richesses agricoles du pays. Seul compte le règne du fric!

Vendôme - atterrissements et demi-mesures

La route qui traverse Vendôme est la nationale Paris-Hendaye, elle est empruntée par tous les touristes se rendant en Espagne et les poids lourds des transporteurs. Les rues principales des petites cités, comme Vendôme, n'avaient pas été conçues pour un tel trafic! Il s'ensuit de nombreux accidents et des « bouchons interminables ». Seule renommée : à chaque week-end, les radios citent les célèbres « bouchons » de Vendôme ou de Saint-Maximin (dans le Var). A Vendôme, les habitants en ont ras le bol.

Déjà en 1937, une déviation avait été proposée. Depuis, le mal a empiré et en 1973, 143 accidents faisant 16 morts se sont produits dans la ville. Un projet étudié par

• IMMIGRÉS

la carotte après le bâton

La carotte et le bâton. Fidèle à sa tactique, le gouvernement tend l'une et frappe avec l'autre. Premier temps : sous la pression des grèves de la faim et de l'ensemble des luttes des travailleurs immigrés et français, il donne aux immigrés dits clandestins (pas de carte de séjour) jusqu'au 30 septembre pour « régulariser » leur situation. Cela se passait le 13 juin dernier, à la veille des vacances. Deuxième temps : le pouvoir profite justement de ces dernières pour expulser (ou tenter d'expulser) plusieurs militants de la cause immigrée. On leur reproche de faire de la politique dans un pays qui les a « accueillis ».

Le motif serait risible s'il n'était pas odieux. Car on veut l'appliquer à des travailleurs immigrés qui ne sont que dans une faible part des réfugiés politiques. On en profite d'ailleurs pour remettre en cause ce statut du réfugié appliqué jusqu'à l'avènement du gaullisme avec ce libéralisme dont veut s'honorer la bourgeoisie. Remise en cause accentuée encore depuis mai 1968.

Ainsi, dans un second temps, le pouvoir cherche donc à casser toute tentative d'organisation autonome des travailleurs immigrés et toute tentative d'unité Français-immigrés sur une base d'égalité. Comme elle l'a fait au temps de la colonisation, la bourgeoisie française veut « penser » pour les travailleurs immigrés et rendre les travailleurs français complices.

C'est le premier coup de bâton. Car il y en a un second, plus subtil, plus sanglant : le refus de mener campagne contre le

racisme. A Marseille, un crime parmi d'autres, à cette différence qu'il est le fait d'un travailleur algérien traumatisé, sert de prétexte au développement du racisme anti-arabe. Résultat : plusieurs dizaines de morts et de blessés en quelques semaines parmi les travailleurs immigrés, notamment Algériens. Dans une déclaration échauffée sur des statistiques manipulées, le ministre Marcellin ne trouve rien de mieux à déclarer qu'il n'y a pas de racisme en France, que tout le bruit fait là-dessus est le fait de gauchistes, que c'est de la politique.

Cependant, Marcellin est allé un peu trop loin : Louis Terrenoire, président d'une association d'amitié franco-arabe, député U.D.R., est obligé de protester et de déclarer qu'il n'y a pas que des gauchistes pour revendiquer des droits réels pour les travailleurs immigrés. Et Georges Pompidou de faire « patte de ve-



lours - sans apporter d'ailleurs de garantie ferme. La fermeté du gouvernement algérien n'a décidément pas fini de le surprendre !

l'imposture

Troisième temps : après les expulsions, après la campagne raciste, le gouvernement se croit rassuré. Aussi, nouvelle carotte : un mois de délai supplémentaire est accordé aux « immigrés clandestins pour régulariser » leur

situation. Ainsi en a-t-il décidé le 24 septembre dernier. Pour faire bonne mesure, il rappelle que des améliorations de forme ont été apportées à l'existence des travailleurs immigrés. Mais rien sur le statut, si ce n'est un vague projet de loi qui devrait permettre l'élection de délégué du personnel après deux années de travail. Mais sera-t-il appliqué ? Le texte dira que le candidat doit pouvoir « s'exprimer » en français : c'est suffisant pour que le patronat ne l'applique pas, après tant d'autres pourtant plus précis.

Sur ce dernier point, l'imposture est grande. Le gouvernement a beau menacer les patrons, ceux-ci ne sont jamais traduits en justice. Le gouvernement n'ignore pas que son régime est assis justement sur la division des travailleurs, sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Et, semble-t-il, il n'a pas le goût du suicide. Donc, il laisse faire. Comme à Citroën où sont sanctionnés (jusqu'à démission) des dizaines d'ouvriers qui ont fait un arrêt de travail pour protester contre le racisme.

« non à la division »

« Même patron (le capitalisme), même droit », « statut unique Français-immigrés », « non à la division » qui se retourne en fin de compte contre les travailleurs français. Ces slogans, avec d'autres, ont été repris partout au cours de la journée d'action du mardi 25 septembre dernier contre le racisme.

L'idée fait son chemin : pour être claire et efficace, la lutte contre le racisme, qui est aussi la lutte contre la circulaire Fontanet (cadre juridique de l'esclavagisme moderne), doit se faire sur une base anti-capitaliste et anti-impérialiste. Les progressistes sincères et soucieux d'humanisme et de justice le comprendront-ils à temps ? Il faut les persuader.

M.C. ■

• PARIS 14^e : menaces d'expulsion d'un foyer

Près de 300 habitants du quartier Plaisance (Paris 14^e) sont menacés d'expulsion. Le foyer qui est en fait une usine désaffectée était à l'origine prévu comme un logement provisoire de 160 personnes. Voici 10 ans que cela dure. Une bonne affaire pour la société de gestion, la SOUNDIATA.

Aujourd'hui sous couvert de rénovation (construction de bureaux et d'immeubles de grand standing) on veut expulser les

travailleurs et les disperser par groupes de 30 aux quatre coins de Paris. Refus des travailleurs africains qui demandent à être relogés ensemble (en particulier pour continuer à prendre en charge les chômeurs) à proximité de leur lieu de travail (14^e ou 15^e). Ils exigent enfin des conditions d'habitat décentes. Un comité de soutien à leur lutte comprenant 27 organisations politiques, syndicales et culturelles s'est constitué pour les aider.

chez les paysans

• POITIERS foutredieu !

Dans la Vienne, c'est, depuis trois mois, « la guerre de l'insémination artificielle ». Citadins, ne souriez pas car il s'est passé ici des événements qui, s'ils s'étaient produits à Paris, auraient fait la « une » de « France-Soir » : incendie après émeute, embrocade, gardes armés retranchés pendant un mois, etc. Les journaux en ont très peu parlé.

De quoi s'agit-il exactement ? Quelle est la signification du conflit ?

Il faut d'abord savoir qu'en France, 75 % des vaches sont inséminées artificiellement. L'amélioration génétique du troupeau est rapide lorsqu'on utilise pour cela de la semence de taureau sélectionnée.

En 1966, une « loi sur l'élevage » a été votée, qui, parmi les mesures destinées à hâter la concentration capitaliste en agriculture, instituait un monopole de zone pour chaque centre d'insémination, afin de soustraire la distribution de semence à la concurrence. En effet, le gouvernement s'était aperçu que « la concurrence entraînerait une mauvaise qualité des services rendus à l'éleveur » (pourquoi ne s'en aperçoit-il pas pour l'ensemble de l'économie ?)

Dans la Vienne, deux centres fonctionnaient en concurrence. L'un d'eux, celui de Lavoux, refusa de se plier à la règle et continua de vendre de la semence sur le territoire du voisin. Après jugement, la saisie du centre fut décrétée en mai dernier. Soutenu par plusieurs milliers d'agriculteurs, le centre de Lavoux ne s'avoua pas vaincu et engagea la guerre contre le

centre rival de Mignaloux, tentant par deux fois d'investir les bâtiments défendus par les CRS. Chaque centre est soutenu. Derrière Mignaloux, les autres centres d'insémination artificielle, qui défendent leur monopole, et la FNSEA, qui défend la loi sur l'élevage.

Derrière Lavoux, les notables du département, qui jouent leur place et les deux syndicats non reconnus par le pouvoir, la FFA (fédération française de l'agriculture) et le MODEF (mouvement de défense des exploitants familiaux).

Ces grandes manœuvres des états-majors syndicaux trouvent leur signification dans les élections des chambres d'agriculture de mars 1974.

coude à coude

Le véritable enjeu est là. En effet, bien que les chambres brillent plus par leur bureaucratie que par leur dynamisme, elles possèdent, en tant qu'organismes publics, le privilège de gérer une bonne part des institutions agricoles ; elles sont financées par des impôts et taxes parafiscales.

En majorité aux mains des anciens notables, elles sont lognées tant par le « clan Debatisse » qui trouverait là un lieu pour appliquer ses idées sur le syndicalisme de gestion, que pour le MODEF et la FFA.

On peut trouver curieux que ces deux mouvements se retrouvent au coude à coude.

Le MODEF a pris position pour Lavoux parce qu'il était déjà engagé dans une affaire semblable dans les Landes avec la SICA-Landes-Elevage, autre « coopérative pirate », celle-là dirigée par le MODEF qui conteste l'organisation de l'amélioration génétique.

La FFA, de son côté, a pris tout naturellement position « contre toute réglementation, pour le retour à la liberté ». De plus, les dirigeants de Lavoux sont proches de la FFA. Cette organisation est encore peu importante sur le plan national. Créée dans la Vienne par les hobereaux, grands éleveurs de moutons du sud du département, elle a trouvé dans ce conflit une occasion de se lancer et de lever des troupes parmi les petits agriculteurs.

Le médiateur entre les deux camps est Pierre Collet, président de l'APCA (Association permanente des chambres d'agriculture) et notable entre les notables. Celui-ci fit signer aux deux présidents du centre un accord qui, tout en affirmant respecter la loi sur l'élevage, la remet en cause, entérinant la libre concurrence entre les deux centres. La FFA, qui obtient ainsi victoire, n'oubliera sans doute pas Pierre Collet au

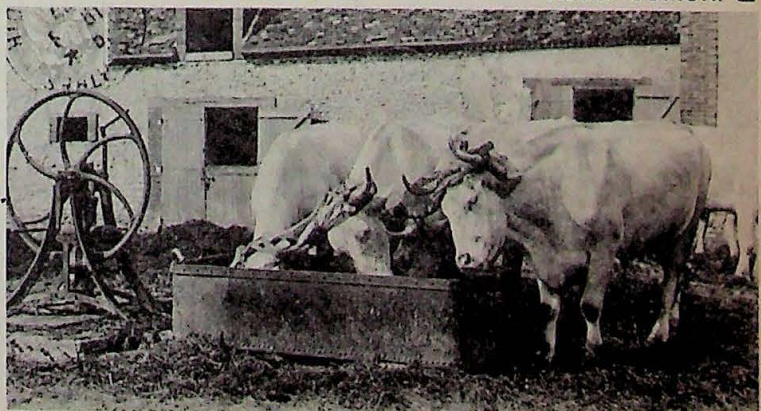
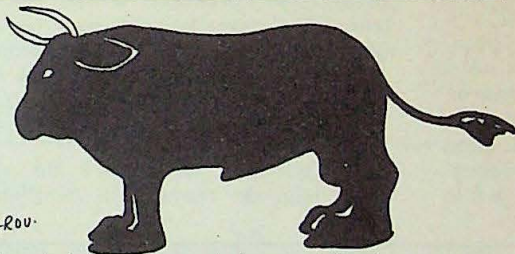
moment de sa réélection en mars prochain. Il en aura bien besoin, car le MODEF progresse sans cesse, alors qu'il a déjà recueilli le tiers des voix aux dernières élections. De plus, en prenant position contre la loi sur l'élevage, Collet risque de mécontenter une partie de ses grands électeurs, qui pourraient bien s'allier avec la FNSEA de Debatisse et porter celui-ci à la présidence.

Ceci ne changerait pas grand-chose pour les agriculteurs : tous deux cautionnent la politique gouvernementale et sont mouillés à fond avec le régime. Les conflits entre ces leaders ne sont que des luttes de clans qui, soyons-en sûrs, deviendront vite union sacrée si un véritable danger survient. Pour eux, le danger principal vient de la gauche. L'entrée en scène dans les chambres d'agriculture d'organisations anticapitalistes serait un événement considérable.

Nous pensons au MODEF et

Hector COIRON. ■

faites l'amour et pas la guerre



loi de finances

beaucoup de bruit pour rien

CE sont des perspectives électorales qui forcent aujourd'hui le gouvernement à se prémunir contre un éventuel changement de régime par une série de mesures d'apparence sociale. A ce souci répond la distribution « providentielle » de prébendes budgétaires aux commerçants, aux artisans, ainsi que le Plan Poniatowski révélé à la presse le 21 septembre. De source officieuse, on sait maintenant que les services du Premier ministre mettent la dernière main à un projet de loi qui assurerait aux travailleurs dont l'employeur est mis en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens la garantie de leur rémunération pendant six mois. Ce projet serait présenté à l'Assemblée avant la fin de l'année (belle riposte à Lip!). La presse a salué le caractère social des mesures contenues dans le projet de loi de finances pour 1973, en ignorant les causes profondes des réformes et la portée réelle de ces mesures techniques — quelques exemples suffiront à nous en convaincre.

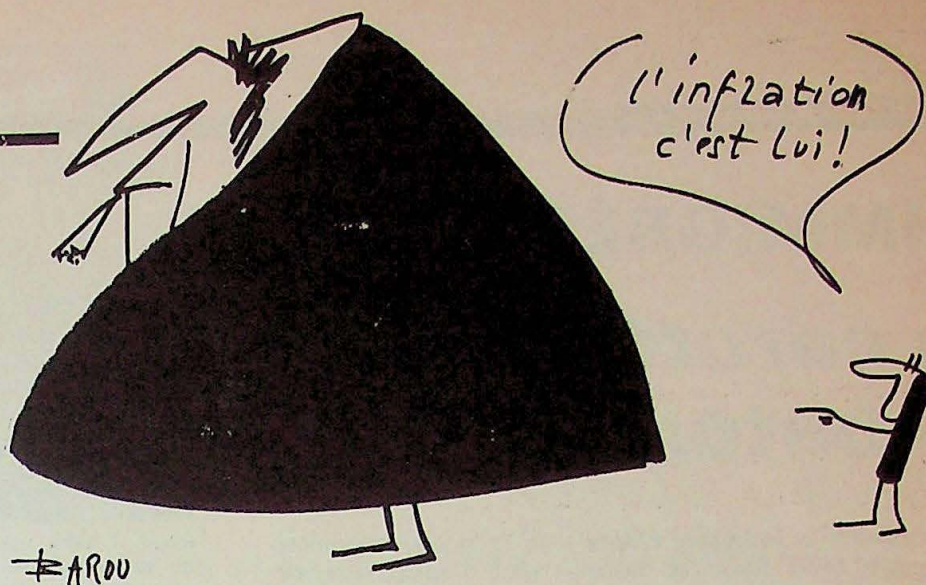
du Pinay au prélèvement libérateur

La décision de rembourser l'emprunt Pinay 3,5 % 1952-1958 va permettre d'appliquer des droits d'enregistrement aux successions importantes. On connaît le scandaleux mécanisme d'évasion fiscale que permet la rente Pinay ; l'Etat perçoit normalement des droits de succession lorsqu'un capital est transmis du défunt à ses héritiers. Or, la rente Pinay est exonérée de tout droit ; il suffit donc, à l'approche de la mort d'un riche possédant, de vendre l'ensemble de l'actif successoral et de racheter du Pinay. Une fois

la succession déclarée, les bons d'emprunt sont revendus à d'autres moribonds fortunés. Cette possibilité légale d'échapper à l'impôt va donc disparaître. Mais qu'on ne craigne rien cependant pour les privilégiés de la fortune, il y a d'autres moyens d'évasion. Et surtout, l'Etat ne va-t-il pas rembourser largement les détenteurs de la rente Pinay en leur proposant un nouvel emprunt, dit « Giscard », d'un taux d'intérêt supérieur, exonéré d'impôt sur le revenu et indexé sur l'or. Allons, les capitalistes ont encore de beaux jours devant eux !

Le relèvement de 6,5 % des limites supérieures des tranches du barème d'impôts n'a, bien sûr, aucun caractère social. Il répond au souci d'éliminer certaines conséquences de l'inflation. En effet, à cause de la hausse des prix, le salaire nominal augmente, sans progression corrélative du pouvoir d'achat. Pour certains contribuables, dont le revenu se situe à la limite d'une tranche, l'augmentation de salaire signifie en clair le passage à la tranche supérieure et donc une imposition à un taux plus élevé. La réforme est donc dans la logique d'un système inflationniste. Mais le taux retenu 6,5 % ne correspond pas, et de très loin, à la réalité. L'inflation a pris en France des proportions vertigineuses que les indices et indicateurs officiels, truqués pour la plupart, ne mesurent pas exactement. Si bien qu'il y aura cette année augmentation implicite de l'impôt, et plus de personnes imposables à l'impôt sur le revenu en 1974 qu'en 1973. A tel point que le ministre des Finances a dû prévoir la création d'une nouvelle tranche d'imposition au taux de 5 % afin que des contribuables nouveaux n'aient pas à reverser 10 % de leurs revenus à l'Etat en 1974, alors que le pouvoir d'achat n'a pas progressé.

Il n'est pas nécessaire de saluer avec trop de respect la modification



des modalités du prélèvement libératoire. C'est la possibilité laissée aux contribuables d'être imposés à 25 % seulement lors de l'enregistrement d'un acte (ex. : vente d'un immeuble). Sans cette dérogation, le revenu en question serait intégré à la masse imposable globale sur laquelle, du fait de la progressivité de l'impôt, l'Etat pourrait prélever jusqu'à 55 %. En portant de 25 à 33 % le taux du prélèvement libératoire, le gouvernement n'a fait que confirmer une injustice : l'inégalité entre les contribuables et les différentes sources de revenus.

une fiscalité de classe

Mais au delà de ces points techniques, c'est une conception d'ensemble de la fiscalité qui est en jeu. Depuis plusieurs années, les services des Finances tentent de mettre en œuvre le principe « à revenu égal, impôt égal ». Il s'agit donc de supprimer toute distinction dans la charge de l'impôt, selon l'origine du revenu. C'est-à-dire que le gouvernement estime que les salaires doivent être imposés aux mêmes taux que les revenus du capital, jusqu'ici frappés plus fortement.

Une taxe complémentaire de 6 % frappait les revenus qui ne provenaient pas du travail. Après différentes modifications techniques, la taxe a été purement et simplement supprimée en 1970. La même année, les salariés et pensionnés qui bénéficiaient d'une réfaction de 5 % de leur masse imposable ont vu ce pourcentage réduit à 3 %. Et dès 1971, la possibilité de réduction a été élargie à tous les contribuables : propriétaires, commerçants et actionnaires de revenus

moyens. Quant à l'abattement forfaitaire de 20 % sur les salaires, accordé à l'origine pour tenir compte des possibilités de fraude dont disposaient les titulaires de revenus non salariaux, il est lentement généralisé à toutes les catégories sans que, pour autant, la lutte contre la fraude soit réellement menée. Dès 1973, l'abattement est appliqué aux petits commerçants et artisans.

La fiscalité, ne l'oublions pas, a toujours un contenu politique d'autant plus dangereux qu'il est voilé sous une apparence plus technique. Faute d'y prendre garde, d'ici trois ans, Giscard (ou un autre) aura totalement aligné le régime d'imposition du revenu du capital sur celui du travail. C'est donc tout un pan de la justice fiscale qui s'écroulera. Car il est bien évident que les revenus provenant du capital doivent, par principe et dans un souci d'égalité, être écartés ; sans compter que les revenus non salariaux sont mal connus et que la fraude y est la règle générale. Giscard, malgré ses déclarations, se soucie très peu du contrôle fiscal : sait-on que des moyens ridicules sont accordés aux agents des impôts et qu'aucune création d'emploi d'inspecteur ne figure au budget 1974 ?

Le gouvernement a maintenant renoncé (mais en eut-il jamais l'intention ?) au modèle préféré de quelques-uns de ses grands commis, la recherche d'une justice sociale à la suédoise. Toute son action est maintenant tournée vers la recherche d'un électoralat présumé. Et l'octroi d'avantages substantiels à quelques catégories sociales ne fait que camoufler l'essentiel : une orientation générale fondamentalement anti-sociale. C'est l'arbitraire ajouté à l'inégalité. N'est-ce pas ainsi que se définit le pompidolisme ?

Section PSU Impôts-Finances.

notes

● télé-sexe

Ce n'est pas si fréquent. Une émission qui fait honneur à la télévision française.

Vendredi soir, l'émission de P. Dumayet, P. Desgraupes et E. Lallou nous a permis de rêver en imaginant une télé libre, intelligente, au service du public et non de son abrutissement. Le thème était pourtant périlleux : la contraception. D'habitude, la télé n'en parle pas, ou bien en parle sans une image, avec un vocabulaire médical incompréhensible pour les non-spécialistes.

Vendredi soir, nous avons vu des images clairement expliquées des principaux procédés contraceptifs ; les uns montraient par des graphiques les effets de ces procédés, les autres montraient directement les interventions médicales nécessitées par exemple par la pose du stérilet. Une belle séquence de télévision populaire.

L'émission se terminait par le témoignage d'une lycéenne de 15 ans déclarant utiliser la pilule fréquemment et affirmant que c'était le cas de la plupart de ses amies...

Regrettons simplement que l'équipe de Pierre Dumayet l'ait passé sans commentaires. Il y avait là sujet à un débat intéressant sur le rôle de la morale sexuelle dans une société.

● conserver

Faut-il parler des conférences de presse du Président de la République ?

On doute de la réponse...

Car au nom de qui parlait M. Pompidou l'autre jour. Au nom de la France ? Il n'est pas possible que sa voix soit tombée dans une telle médiocrité ; elle qui - malgré tout - reste dans le cœur de beaucoup d'étrangers la voix de 89, comment a-t-elle pu perdre toute grande ambition, toute volonté de jouer son rôle dans le monde, toute force de créer en Europe un pôle d'espoir dans la tenaille soviéto-américaine héritée de Yalta ?

Alors le Président parlait-il au nom du peuple de France ? Il n'en a jamais été question. Quand on a entendu M. Pompidou prononcer à regret le mot de Lip, ce fut pour dire que toute cette histoire compliquée ne le regardait pas.

Ce dont s'occupe M. Pompidou ce n'est ni de la France, ni des Français ; c'est de conserver. Conserver son pouvoir. En méprisant avec une incroyable désinvolture ceux qui, à Besançon, depuis plusieurs mois, par leur courage, ouvrent de nouvelles voies aux luttes des travailleurs. Conserver son pouvoir en prononçant des paroles qui font injure à la mémoire du Président Allende, car il ne faut pas que les Français croient possible une expérience à la chilienne en France.

Conserver, conserver, conserver. On n'espérait pas beaucoup mieux de ce Président-là ; mais tout de même, quelle tristesse d'être représenté au plus haut niveau de la République par tant d'inconsistance !

● chiffon de papier

Plus de 45 % d'abstentions aux élections cantonales : un record ! Les électeurs n'ont pas vu d'intérêt à ce scrutin. Pourtant, il ne se limitait pas, comme les précédents, à désigner les membres des assemblées départementales mais,

avait aussi des conséquences sur la composition des assemblées régionales. Il est vrai que personne n'a entendu parler de la réforme régionale ; le gouvernement a réussi à en faire un chiffon de papier sans aucun rapport avec la volonté de « décoloniser la province » que le P.S.U. met en avant depuis plusieurs années. Rien d'étonnant dans ces conditions que le scrutin ait sombré dans l'indifférence. Une fois de plus, la majorité actuelle a dévalué une des idées les plus prometteuses de la période récente. Il faudra la reconstruire.

● rencontre P.C. - P.S.U.

Le mardi 25 septembre, deux délégations du P.C.F. et du P.S.U. se sont rencontrées pour examiner le soutien à apporter aux luttes des travailleurs et les perspectives d'une transition au socialisme, telles qu'elles apparaissent aux deux partis. Diverses initiatives ont été envisagées, notamment sur les questions les plus urgentes (Lip, Chili, travailleurs immigrés) ; un débat plus approfondi apparaît

possible, tant sur la question de l'autogestion (un terme que le P.C.F. semble mieux accepter quand il est assorti d'un ensemble de conditions) que sur les objectifs de luttes anti-capitalistes dans la période actuelle. Un groupe de travail « exploratoire » a été créé : il se réunit cette semaine pour fournir les bases de discussion d'une seconde réunion des deux délégations. Celles-ci comprennent : pour le P.C.F., Georges Marchais, Roland Leroy, Paul Laurent notamment et pour le P.S.U., Michel Rocard, Robert Chapuis, Jean Le Garrec, André Barjonet, Alain Rannou.

C'est après cette seconde réunion que « T.S. » fera le point sur ces contacts et leurs suites possibles.



SEXE ET FAMILLE

Le secteur « femmes » du PSU organisait les 8 et 9 septembre un stage sur « Famille et sexualité ». Le détour historique et théorique auquel nous obligeaient Pierre Belleville, sur la famille, et Jean Gondonneau, sur la sexualité, devait mieux nous armer pour notre travail de rentrée. Quatre grands thèmes de réflexion furent au centre du stage : la famille comme point de départ des luttes de contrôle populaire sur le cadre de vie, la consommation, l'éducation des enfants ; les luttes sexuelles et leur politisation ; la structuration du courant autogestionnaire et le mouvement sur la sexualité ; le parti est-il le lieu de transformation des rapports sociaux ?

La stratégie de contrôle populaire est une stratégie d'expérimentation, non seulement en ce qu'elle expérimente de nouveaux rapports sociaux, mais parce qu'elle doit presque, à chaque fois, créer la base matérielle sur laquelle s'exerce le contrôle. En effet, le capitalisme détruit objectivement la famille comme lieu d'appropriation et de conservation d'un patrimoine, comme institution éducative et d'apprentissage ; il accentue la contradiction entre formes de production (qui ne sont plus la famille) et formes de consommation, en maintenant des rapports de consommation qui correspondraient à une production familiale.

Le système tient à ce que la famille persiste comme unité de consommation, meilleur moyen d'intégrer la classe ouvrière au système. « A tout besoin humain, à tout problème familial, une solution marchandise » disait Pierre Belleville.

Nous pouvons, face à cela, avoir deux attitudes. Constaté que le système liquide la famille, exacerber les contradictions qu'il produit et en même temps laisser les individus sans médiation par rapport au système. Ou bien, tout en montrant que la famille est déjà détruite objectivement, penser et inventer d'autres formes de groupes de base.

Cela signifie que la lutte idéologi-

que apparemment frontale sur le thème « détruisons la famille » n'a plus grand sens. Mais cela signifie aussi que nous refuserons que tout groupe de base qui se crée ne soit pris en compte par le système que comme vendeur de sa force de travail et comme consommateur de produits.

Les exemples concrets des façons dont peut se mener la lutte furent nombreux : mise en cause des logements-dortoirs, de l'habitat conçu aujourd'hui comme un lieu d'isolement, expérience de gestion en commun de petits services sans personnel, liés à l'habitat, création d'unités de voisinage tendant à briser le mur qui sépare parents et enfants, regroupements pour dépasser le seul groupe familial, en permettant aux enfants de vivre avec d'autres adultes que leurs parents.

deux constatations

Le fond du débat faisait ressortir que toute société sans groupe de base est totalitaire, mais que cette expérimentation de nouvelles relations sociales n'est pas gratuite, elle a un fondement économique et politique. L'inscription des expériences commu-

nautaires dans une stratégie de contrôle populaire est le meilleur moyen d'éviter la marginalisation et la récupération.

La stratégie en trois temps : inventer et créer, institutionnaliser parfois et garder le contrôle peut s'appliquer aussi bien à l'école, à une crèche, à un centre du MLAC ou à un projet d'habitation.

La sexualité est un mode de relation sociale et nos règles sexuelles sont codifiées, prises en compte par les lois. « La question globale c'est la place à donner aux rapports sexuels dans une société qui a pour objectif la transformation des rapports sociaux » rappelait Jean Gondonneau.

Cela montre que s'il y a une autonomie de la sexualité, et autonomie des luttes sexuelles, elles ne prennent leur sens qu'après un débat sur l'organisation et les buts de la société dans laquelle nous voulons vivre.

En effet, deux constatations sont à faire :

— la plus grande liberté sexuelle prise par les individus aujourd'hui va de pair avec le renforcement du modèle familial ;

— certaines luttes sur la sexualité tendent à se marginaliser et à se dépolitiser, parce que sans projet politique.

La liaison de ces luttes, avec celles du contrôle est indispensable, non pas seulement en prenant la famille pour cible, mais l'école, l'ensemble du cadre de vie comme lieux où sévit la répression sexuelle.

Mais la difficulté vient de ce qu'actuellement, à côté de la structuration du courant autogestionnaire, se dessine un mouvement plus diffus avec le MLAC, le Planning, le FHAR, les femmes à « sensibilité MLF » et pour qui le terme d'autogestion n'est pas un contenu mobilisateur.

Pour des raisons historiques et théoriques, ce mouvement s'est combiné en opposition au politique et aux politiques, avançant une conception du désir comme totalité antinomique à la pratique politique.

Mais la transformation du FHAR en « sexpol », les questions que le MLAC est amené à se poser à partir de la gestion de ses centres sont des signes que changent les bases de l'opposition — attirance de ces groupes vers la politique. Cela signifie que nous avons, de ce point de vue là, des responsabilités à assumer quant à nos propositions politiques.

arme politique

Les militants du parti vivent un certain nombre d'expériences, et pour des raisons qui ne tiennent pas nécessairement à leur appartenance au PSU (rôle par exemple des catholiques dans les expériences de communauté), ils militent aussi dans des mouvements sur la sexualité. Quel rapport cela a-t-il avec le parti ? Certainement pas de faire du parti le lieu privilégié de transformation des rapports sociaux, comme il n'est ni le lieu du contrôle ouvrier, ni le lieu de l'autogestion. La taille d'un parti, sa structuration pour la prise du pouvoir font que le problème des rapports entre les individus ne peut pas être traité comme s'il s'agissait d'un groupe de base (famille ou communauté), à moins que l'on ne souhaite retomber dans une organisation sécurisante et familiale comme a su le faire le Parti communiste. Si le parti a besoin d'être efficace socialement, c'est aussi en termes de transformation des rapports sociaux : les lieux d'expérimentation lui sont externes, ce qui ne veut pas dire que les militants sont extérieurs à des types d'expérience.

Tout ce que les militants inventent dans le domaine des relations et des échanges ne doit pas être récupéré par un parti qui ne saurait qu'en faire, mais servir d'arme politique pour notre efficacité sociale.

Irène CHARAMANDE ■

L'État-Patron

Le livre d'Yvan Craipeau sur l'histoire du trotskisme avait inauguré les éditions Syros. Aujourd'hui, elles publient « L'État-patron ; théories et réalités » d'un autre camarade du PSU, Philippe Brachet, qui a longtemps travaillé avec Pierre Naville.

POURQUOI un tel livre ? Il y a un an, au moment où les nationalisations étaient un des thèmes les plus discutés de la campagne électorale, Philippe Brachet publia, avec Jacques Galus, une courte plaquette (1), destinée à donner aux militants les arguments capables d'engager le débat avec le reste de la gauche et de dénoncer la vision réactionnaire des nationalisations.

L'heure n'est plus aux programmes électoraux et voici donc le moment venu d'aborder sur le fond les questions-clés en matière de stratégie politique. A coup sûr, le problème de l'État et de sa transformation pendant la période de transition au socialisme en est une — c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la littérature marxiste est si riche sur ce thème. Philippe Brachet en fait le tour en mettant en lumière deux points essentiels. Premièrement, l'État dans sa forme bourgeoise, issue de la philosophie politique de Hegel est destiné à masquer aux travailleurs l'opposition structurelle des classes sociales en régime capitaliste. Deuxièmement

la conception marxiste de l'État en période de transition n'est pas du tout incompatible avec la stratégie d'autogestion. Au contraire elle l'appelle. Ce n'est que par une trahison de la pensée que ceux qui l'ont mise en pratique dans les pays de l'Est ont abouti à la bureaucratie policière.

L'analyse de Brachet serait incomplète si elle n'abordait pas le cas français. Ici, la philosophie politique laisse place à une étude économique serrée sur la gestion bourgeoise et les résultats des entreprises publiques — là encore, si l'on est convaincu que les entreprises nationalisées seront un des instruments privilégiés de la gestion socialiste en France, le travail accompli par Brachet devait être fait.

T.S. publie ci-après le dernier passage de la conclusion du livre qui sort au milieu d'octobre et dont la vente par souscription est déjà ouverte pour que les frais de fabrication ne soient pas couverts avec trop de retard.

(1) Les nationalisations - Editions du Cerf.

J.G. ■

La disparition du salariat, condition nécessaire à celle de l'exploitation suppose un bouleversement du régime capitaliste qui est inséparable de la disparition des institutions qui en sont les supports et qui ont pour fonction d'en reproduire les rapports sociaux, et au premier rang desquelles : l'entreprise et l'État.

La Gauche du Programme commun prétend utiliser ces institutions à son profit : si la plupart des grandes entreprises étaient publiques, elles serviraient à la réalisation du programme voté par la majorité des électeurs et appliqué par l'État démocratique ! Le bilan des entreprises publiques depuis la libération permet de dénoncer cette naïveté : elles ne sont pas dissociables du capitalisme privé. Elles concourent à leur façon à l'accumulation du capital dans son ensemble ; leur gestion, qu'elle se rapproche davantage du type administratif ou de celle d'une entreprise privée, n'est en rien une étape vers le socialisme. Leurs productions (sauf l'électricité, mais elle n'est pas mise en cause par le capitalisme) ne sont nullement défendables telles qu'elles comme préfigurant un mode de vie socialiste.

A l'argument de la Gauche réformiste qui affirme qu'au moment de la prise du pouvoir, tout ne pourra être fait à la fois, et qui voit dans les nationalisations actuelles le point de départ sur lequel bâtir davantage, il faut donc

répondre que c'est justement parce que tout ne pourra pas être fait à la fois qu'il faudra commencer par l'essentiel. Face aux tentatives inévitables de sabotage de la bourgeoisie et d'une partie de l'appareil d'État, seule la mobilisation des travailleurs permettra de résister et d'aller de l'avant. Or, cette mobilisation ne se développera pas si elle n'a comme seul objectif que de soutenir l'État démocratique : elle doit viser la transformation des rapports sociaux dans le travail d'abord. C'est d'ailleurs l'objet qu'elle tendra à prendre d'elle-même avec la victoire de la Gauche.

Si l'État démocratique, sous prétexte de ménager des étapes, s'oppose à cette mobilisation, entend freiner le développement des conseils ouvriers et populaires, il se coupe de sa base, et c'est inévitablement le reflux qui commence. Il faudra, au contraire, amplifier ce mouvement en lui permettant de s'auto-organiser et de travailler à une transformation du mode de vie dans son ensemble. Les différentes activités sociales sont tellement intégrées les unes dans les autres que l'on ne peut plus en ce domaine distinguer des étapes isolées des autres, comme la consolidation d'un secteur public dont les activités seraient (soi-disant provisoirement) considérées comme bonnes en elles-mêmes, avant de repartir à la conquête du reste.

C'est le socialisme comme mode de vie communautaire qui se dégagera de l'action collective des travailleurs et qui permettra

de définir une planification comme instrument d'expression des besoins (et de leur compatibilisation) et des nationalisations comme instruments de réalisation de cette planification. Les nationalisations sont un moyen utile si elles sont intégrées dans des objectifs d'ensemble (la réalisation de l'autogestion socialiste comme mode de vie communautaire). Si elles deviennent elles-mêmes un objectif, même « intermédiaire », elles masquent l'essentiel.

Ces objectifs essentiels, les travailleurs ne pourront les réaliser demain que s'ils se les sont appropriés aujourd'hui. Pour qu'ils se les approprient, il faut qu'ils les retrouvent dans les débats au sein de la Gauche menés de telle façon qu'ils les reconnaissent comme leurs, et dans les objectifs données à leurs luttes.

C'est évidemment l'articulation entre ces débats et ces luttes qui, maintenant comme par le passé, permettra de tester les chances du socialisme. Il est probable qu'au cours de sa réalisation, le sens de l'opposition actuelle entre les catégories de « public » et de « privé » se transformera, si l'on ne les applique plus à des entreprises. Peut-être cette opposition rejoindra-t-elle alors la distinction entre le collectif et l'individuel. Cela supposerait une transformation dans la nature même de l'État, qui reste bien le critère des transformations sociales.

Philippe BRACHET. ■

